

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 547 — mercredi 27 sept. 1972 — 2 F



A.F.P.

IL SAIT CE QUE C'EST !

sommaire

3. Robert Chapuis : Un vent de panique.
4. Jacques Gallus : Budget 73. Des projets graves.
5. La conférence du Chef de l'Etat.
- 6-7. Gérard Féran, Jean Verger : Petite chronique du Programme Commun.
8. François Soulage : Paris contre les travailleurs.
9. Sur le front des luttes : Le Larzac.
10. Thierry Morus : Morosa, rosa, rosam.
11. Bernard Jaumont : Un sommet au ras des marguerites.
12. Gilbert Hercet : Compte rendu de la DPN.
13. La Conférence Nationale Ouvrière.
16. Serge Mallet : Sous le Pont de Neuilly.

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

Le procès des militants bretons

Le 3 octobre s'ouvre à Paris, devant la Cour de sûreté de l'Etat, le procès de onze militants bretons. C'est la première fois que se déroule devant cette juridiction un procès politique collectif de militants bretons, d'où son importance.

Qui ils sont

Ces militants représentent, de par leurs situations sociales, l'ensemble du peuple breton. On trouve parmi eux :

— *De nombreux petits paysans, confrontés chaque jour aux tentatives de liquidation du pouvoir et à la mainmise du Crédit « agricole » ;*

— *Un jeune ouvrier militant syndicaliste et un employé SNCF, Breton exilé à Paris ;*

— *Un petit entrepreneur qui avait réussi, à force de travail, à créer quelques emplois dans le bâtiment à son retour d'Algérie, où l'autorité militaire l'avait retiré des « unités combattantes » parce qu'il avait dénoncé devant ses camarades « cette guerre injuste qui voulait empêcher un peuple d'être libre » ;*

— *Un petit commerçant en matériaux de construction, ancien résistant ;*

— *Un jeune médecin, écœuré par les carences de l'organisation de la médecine en Bretagne ;*

— *Un étudiant révolté par le sous-développement économique de la Bretagne qui condamne une majorité de jeunes, comme lui, à l'exode à la fin de leurs études ;*

— *Un représentant de commerce, contraint à plusieurs reprises de changer d'entreprise par suite de perpétuelles compressions d'entreprises.*

Et ce qu'on leur reproche

Des plasticages divers.

Celui de camions de lait de l'entreprise Bridel. La grève du lait a montré par la suite que cette cible n'avait pas été choisie au hasard.

Ou celui de la sous-préfecture de Dinan, symbole de l'Etat-colon et fief du notable Pleven.

Ou encore celui du Palais de Justice de Redon, symbole de la justice des riches et lieu de nombreux procès contre les agriculteurs bretons.

Et, plus que tout le reste, d'avoir osé faire sauter la somptueuse villa du sieur Bouyghes, l'un des plus gros requins de l'immobilier, qui avait entrepris d'acheter une partie de la côte, près de Saint-Malo, pour y installer sa plage et son port privés.

On va donc juger, à Paris, des hommes qui ont mal à leur pays. Qui le sentent dominé, écrasé, économiquement, politiquement, culturellement.

Ce procès ne peut nous laisser indifférents. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec les méthodes employées. Même si nous pensons qu'ils se trompent en sortant les fusils ou le cordon Bickford. Même si nous estimons qu'ils devraient chercher et mener d'autres formes de lutte.

Le PSU n'ignore pas la profondeur et la réalité du réveil du sentiment national dans de nombreuses régions de l'Etat français centralisateur. Comme il revendique pour les travailleurs le droit de disposer de leur travail, il fait sienne la revendication des minorités nationales de disposer de leurs terres, de leurs langues, de leurs cultures.

Et il engage ses militants à apporter leur soutien actif aux prisonniers politiques bretons.

Y.L.

(Comité de soutien aux détenus,
30, place des Lices, 35000-Rennes.)

UN VENT DE PANIQUE

Robert CHAPUIS

Chaque jour, de nouvelles voies d'eau s'ouvrent dans les flancs du navire gaulliste. Le régime pourrit. On a fait longtemps croire au peuple qu'il était embarqué et que sont sort était lié à celui du capitaine. Après moi, le chaos, disait de Gaulle. Son successeur n'ose plus le dire, car le chaos, c'est aujourd'hui. Le peuple prend conscience des distances et l'Etat commence à se réduire à ceux qui l'occupent : quel rapport entre les habitués de Chateau-Chirac et ceux des HLM de banlieue ? Quel rapport entre les amateurs de millions en pots de vin et les salariés qui réclament un minimum de 1.000 F par mois ? Quel rapport entre ces promoteurs sans scrupules, ces députés affairistes, ces administrateurs politicards et la grande masse de ceux qui se demandent si, cette année, ils pourront prendre des vacances ou comment, après avoir été déportés dans le lointain, ils pourront se rendre à leur travail ?

Il n'est pas besoin de disserter sur l'Etat de classe : il se dénonce de lui-même.

Alors, les hommes de l'UDR commencent à se sentir seuls, collectivement et un par un : on prépare les canots de sauvetage ; les centristes se disent qu'il est trop tôt pour le grand voyage tandis que les giscardiens se tiennent prêts à « changer de cap », eux aussi. Ce n'est plus Marcellin, mais Pompidou qui parle de conspirations, de noires machinations « que l'on prenne garde »... disait-il en brandissant le sabre de Joseph Prudhomme. Et l'on s'aperçoit alors de la grande solitude de ceux qui se sont fait passer pour la majorité : les comploteurs sont partout, il a fallu les chasser de l'ORTF, ils se cachent dans les cabinets ministériels, dans les tribunaux, dans les administrations ; les enfants eux-mêmes, jusque dans les Pyrénées sont influencés par les « idées de M. Rocard »... En attendant que, comme d'habitude, le complot devienne international, il importe de faire le point.

S'agit-il d'une nouvelle astuce électorale ? Veut-on — par des révélations bien choisies — jeter l'inquiétude et utiliser cette peur pour le retour à l'ordre ?

Peur de quoi ?

Peut-être, mais il y a plus : le ton de Pompidou et les cris de sa meute (écoutez aussi les CDR !) ne peuvent tromper. Cette peur n'est pas feinte et elle est communicative, dans les rangs de la majorité. Peur, mais de quoi ? Ils contrôlent tout : la radio, la télé, France-Soir, la police, l'armée, l'école... tout. Auraient-ils peur « du programme commun » de la gauche : on ne peut pas dire que ce dernier préoccupe beaucoup les « forces populaires » dont parle le PCF. « PC-PS se sont entendus, c'est bien » disent les travailleurs. Mais à la lecture du « petit livre noir », ils ne sont pas plongés dans l'enthousiasme, c'est le moins qu'on puisse dire !

Craignent-ils la montée des luttes, le développement des grèves ? On nous a démontré que si les grèves étaient souvent plus dures que par le passé, elles étaient aussi moins nombreuses. Sont-ils inquiets de l'évolution internationale ? Malgré la guerre au Vietnam et les souffrances des Palestiniens, on voit régner la coexistence pacifique entre les grandes puissances.

Il faut aller plus loin. La raison de leur peur est autrement plus forte. Ils viennent de se ren-

dre compte qu'ils n'existent pas. L'UDR, c'est un néant politique. Ils ont monté une machine, l'Etat gaulliste, bien propre, bien huilée et puis voici qu'elle tourne fou, qu'elle salit tout, qu'elle se couvre d'une épouvantable crasse. Que ce soit dans le monde, en Europe, à Paris ou dans le Massif Central, le gouvernement français, l'Etat français contemple les affaires qui se font en essayant de négocier de temps en temps un pourcentage. La viande : la production diminue, les prix montent, on n'y peut rien. La hausse des prix, c'est à cause de l'inflation. L'inflation, c'est à cause de la hausse des prix. La construction : si c'est à taille humaine et pas trop cher, on peut arrêter ou gagner du temps. Mais plus c'est haut, grand, cher, plus on va vite, plus on construit. La presse est en difficulté : qu'à cela ne tienne, on augmente les tarifs postaux et on crée une troisième chaîne de télévision, pour élargir le champ de la publicité. On pourrait multiplier les exemples : la grande idée de M. Pompidou — l'industrialisation du pays — a accéléré l'écroulement de la façade politique traditionnelle. Tous ces messieurs ne servent plus à rien, sinon comme domestiques des menus travaux de capitalistes qui veulent grandir.

Il y a eu la participation, plus la nouvelle société. C'étaient de belles couvertures politiques, aujourd'hui, il n'y en a plus et les anciennes sont usées. Voilà de quoi trembler de froid et de peur !

Un projet politique

C'est pourquoi la lutte politique des travailleurs devient aujourd'hui déterminante. Qu'ils soient salariés ou non, qu'ils soient en activité ou qu'ils aient avant tout besoin de solidarité, qu'ils éprouvent les effets des scandales capitalistes ou qu'ils vivent plus simplement le scandale permanent de la condition prolétarienne, ils sont l'avenir de notre société. Ils constituent la seule force révolutionnaire, le seul fondement d'une autre vie, d'une autre organisation. Pour que cette force s'exprime, il ne suffit pas qu'elle entre en lutte contre l'exploitation à l'intérieur du système de production. Il faut aussi que cette lutte débouche sur le plan politique, s'exprime dans un projet politique. Ce projet, il ne suffit plus aujourd'hui de dire que c'est le socialisme. Il faut dire, au regard de l'histoire du dernier demi-siècle, de quel socialisme il s'agit. C'est bien le vice profond du « programme commun » PC-PS de prétendre décrire les étapes pour le passage au socialisme, alors qu'il se tait sur les fondements essentiels de ce socialisme. Dans cette ambiguïté, chacune des parties peut trouver son compte. Mais les travailleurs, une fois de plus, restent frustrés du projet politique nécessaire à leur affirmation, comme force historique.

Faute de mieux, de nombreux travailleurs investissent leur volonté de changement, leur espérance de victoire dans cette « union de la gauche » dont les promesses sont pourtant bien confuses et contradictoires, dès que l'on quitte la satisfaction de revendications immédiates. Le PSU est conscient que dans l'état actuel des choses, l'accord PC-PS peut être un facteur de mobilisation sur des bases de classe et il a clairement manifesté par la voix de sa DPN qu'il se situerait clairement en mars 1973, dans le camp anticapitaliste. Mais il est tout aussi

conscient qu'il ne faut pas remettre au lendemain la définition des axes essentiels de la société à construire pour permettre la libération des travailleurs et leur assurer le pouvoir.

Le manifeste du P.S.U.

Il n'est plus temps de débattre sans fin sur les divergences stratégiques entre les diverses composantes du mouvement révolutionnaire. Pour les résoudre, il faut précisément passer à un autre niveau, s'insérer dans la réalité de la lutte des classes, et manifester sa volonté de donner une issue politique réelle au combat des travailleurs. Tel est le sens du projet de manifeste que la DPN va transmettre à l'ensemble du Parti. Les militants vont le discuter, le critiquer, l'amender : début décembre, à Toulouse, le 8^e congrès du PSU rassemblera tous ces travaux. Nous pourrions alors publier largement un manifeste qui ne sera pas seulement celui de notre parti, mais celui de tout le courant révolutionnaire, qui se reconnaît quelque peu en nous, malgré nos imperfections, nos manies et même nos divisions. Dans ce courant, le mot-clé, c'est le mot d'autogestion.

On le retrouve à la CFDT comme chez les paysans-travailleurs, on l'entend prononcer par bien des animateurs d'associations familiales ou culturelles, comme on l'a entendu chez les étudiants, et les lycéens en mai 68. On le retrouvera, et de plus en plus, au PSU. Ce n'est pas qu'il faille céder à la magie des mots : en s'en tenant à la lettre, l'autogestion peut n'être qu'une formule creuse ou une technique astucieuse pour améliorer les relations dans l'entreprise. Il faut découvrir sous le mot la volonté des travailleurs de prendre leur autonomie, leur volonté d'assumer leur destin non seulement dans la production, mais dans toute leur vie.

En réfléchissant sur les conditions de l'autogestion, on s'aperçoit vite qu'on redécouvre les valeurs marchandes, de la prise en charge collective du cadre de vie, des moyens de formation et de culture, etc... Mais on les aborde avec une contrainte : celle du pouvoir des travailleurs. On fait sauter le carcan de l'Etat, on laisse place à l'imagination, au possible.

Alors on peut retrouver la réalité, présente et future, du pouvoir d'Etat : on peut comprendre le sens d'une planification ; on peut entamer une révolution culturelle à l'échelle de notre pays. C'est à cette tâche que le parti va devoir faire face. Lourde tâche, mais elle est urgente (et nous n'avons que trop tardé) si nous voulons faire en sorte que le mouvement des travailleurs — quelles que soient les conditions dans lesquelles il sera déclenché — trouve son accomplissement politique. Nous ne pouvons nous reposer sur la spontanéité des masses ou les compromis d'appareils : militants politiques, nous devons prendre nos responsabilités.

Au premier tour des élections de mars 73, les candidats du PSU ou soutenus par le PSU seront les plus nombreux possibles pour manifester les exigences politiques du combat révolutionnaire. Il est important qu'ils restent encore assez nombreux au second tour pour accroître leurs possibilités d'action. Ce n'est pas seulement l'avenir du PSU qui se jouera alors, c'est la chance de voir les forces révolutionnaires l'emporter un jour sur ceux qui rentrent aujourd'hui les épaules et se dépêchant de compter leurs sous dans la crainte des futures tempêtes.

Budget 73

DES PROJETS GRAVES



Les coups au-dessous de la ceinture que se portent actuellement les diverses fractions de la majorité font passer sous silence des événements beaucoup plus graves de conséquences.

Dans la foire d'empoigne créée par les scandales, qui s'est intéressé au projet de budget pour 1973 qu'un récent conseil des ministres a adopté et qui sera donc voté sans grands changements par le Parlement ? Peu de monde, à coup sûr. Et pourtant il ne s'agit pas là de quelques misérables pots de vin grapillés par quelques misérables rats d'égoûts U.D.R. ou assimilés. Il s'agit de l'organisation rationnelle de la politique économique anti-sociale de la bourgeoisie pour 1973. Et, qu'on ne s'y trompe pas, étudier ce budget ne relève pas seulement de notre souci de journaliste de couvrir l'actualité ; cela relève aussi de l'inquiétude du militant qui découvre, au travers des subtilités de la technique budgétaire, l'ampleur de l'attaque portée contre les catégories les moins aisées du pays. Cette semaine, nous explorons la partie « dépenses » du budget, réservant au numéro de la semaine prochaine l'étude des « recettes » qui révèlent elles aussi leur direction anti-ouvrière.

Le budget 1973 prévoit 200 milliards de francs de dépenses. Cela représente une croissance de 11,2 % par rapport au budget de 1972. Or les experts prévoient que la Production Nationale (la P.I.B.) croîtra au même rythme l'an prochain. Ceci constitue une première conclusion intéressante : l'Etat ne veut pas intervenir dans l'économie plus qu'il ne le fait actuellement. Il considère qu'il en fait bien assez comme ça et que les entreprises privées font très bien leur travail. Que les logements ou les écoles croulent, peu importe. M. Giscard d'Estaing est bien logé et il sort de Polytechnique ; merci pour lui.

Désengagement

Quand on y regarde de plus près, on constate qu'il y a même un désengagement de l'Etat dans l'activité économique. Celui-ci prévoit, en effet, de réduire son effort en faveur de certaines entreprises nationalisées. Lesquelles seront immanquablement amenées à

augmenter leurs tarifs (en particulier l'électricité et le gaz) : mais « on » leur a conseillé d'attendre que les élections soient passées.

Payer le présent avec l'avenir

Dans le même sens, l'Etat se décharge de plus en plus de tâches qui étaient traditionnellement les siennes, mais dans lesquelles le secteur privé a réintroduit ses intérêts. Moyennant quoi, des autoroutes se construisent en France. Un seul inconvénient, elles sont réservées à un club restreint de consommateurs : ceux qui peuvent payer 1 F de péage tous les dix kilomètres (autoroute de l'Estérel), excusez du peu. La machination anti-sociale de Giscard et du gouvernement apparaît encore plus clairement lorsqu'on examine certains des postes de dépenses.

Prenons trois exemples. En 1972, les dépenses militaires augmentaient de 7,9 % par rapport à 1971 ; en 1973, elles vont croître de 11,8 % par rapport à 1972. De tous les postes de dépenses, c'est celui qui enregistre la plus forte différence positive entre deux années ! Comme quoi les canons (et quel canon ! un cinquième sous-marin nucléaire que les moyens de détection possédés par les Américains et les soviétiques permet de repérer comme un cachalot dans une baïnoire) passent avant les H.L.M.

Et nous voilà à notre second exemple : l'équipement. Ici, c'est le contraire. On est en face de la plus forte différence négative entre deux années : 9 % en 73 contre 14,9 % en 72. Or, cette augmentation de 9 % est presque entièrement mangée par le secteur des P.T.T. et celui des autoroutes. (La partie non financée par le privé parce que moins rentable). Ce qui signifie en clair que les investissements réclamés par les industriels sont réalisés en priorité alors que les équipements collectifs (le logement en particulier) sont sacrifiés. Une fois de plus.

Enfin, troisième exemple, peut-être le plus grave, l'éducation nationale. Giscard se vante d'avoir sur ce poste un budget en augmentation sensible. C'est vrai. Et la raison en est que la surcharge numérique des classes était tellement désastreuse que 30.000 nouveaux

postes d'enseignants ont été créés, ce qui n'est pas négligeable. Mais, pour payer la note, on diminue les dépenses d'équipement ; attention : on ne diminue pas la progression de ces dépenses, on les diminue en valeur absolue ; 3,8 milliards en 1973 contre 4 en 1972. Et quand on connaît le taux considérable de hausse des prix prévu pour l'an prochain (5,8 %), cela signifie que l'équipement scolaire de la France, non seulement ne va pas s'améliorer, mais va se dégrader l'an prochain. C'est ce qui s'appelle jeter de la poudre aux yeux : d'un côté on accroît le nombre de professeurs pour calmer un mécontentement à court terme et électoralement dangereux, de l'autre on construit méthodiquement le délabrement des écoles françaises, on paye le présent avec l'avenir.

En conclusion, revenons à l'aspect général de ce budget. Nous avons montré comment il sacrifie les secteurs qui touchent le plus près les couches populaires pour verser soit dans les dépenses inutiles

dans leur forme actuelle (le budget militaire) soit dans les dépenses de soutien aux entreprises privées. Ainsi les travailleurs sont visés une première fois par ce budget de classe.

Une inflation incroyable

Ils le sont une deuxième fois par le parti-pris inflationniste choisi par le pouvoir. Envisager une hausse des prix de 5,8 % c'est presque incroyable. Surtout quand on sait que depuis quatre ans, les prévisions du ministère des Finances étaient sous-évaluées de 50 voire de 100 % (ce qui est le cas cette année). Or, qui profite de la hausse des prix ? malgré leurs hauts cris contre l'inflation — mais en privé, ces cris s'atténuent beaucoup — ce sont les grosses entreprises. Pour la raison essentielle que l'inflation diminue le coût du crédit jusqu'à parfois le rendre insignifiant. Ainsi, pour prendre un exemple simple, si un entrepreneur emprunte de l'ar-

gent à un taux d'intérêt de 7 % et que, pendant la période de l'emprunt, les prix ont grimpé de 5 %, le taux réel de l'intérêt aura été de 2 %. C'est une bonne affaire !

Au contraire, qui paye l'inflation ? Ce sont les travailleurs en général pour qui la hausse des prix rogne sur le pouvoir d'achat de leurs salaires et les plus défavorisés d'entre eux en particulier. Cette dernière catégorie recouvre tous ceux qui touchent un revenu fixe dont la revalorisation n'intervient qu'à de longs intervalles : retraités, pensionnés, petits rentiers.

Voilà une face du budget gouvernemental qui éclaire sous son vrai jour le « plan social » Faure-Messmer de la rentrée : la restitution d'une faible partie des ressources volées aux couches populaires.

Quant à l'autre face du budget celle qui concerne les recettes, c'est-à-dire l'impôt, elle comprend des aspects aussi, si ce n'est plus, scandaleux. Nous les examinerons la semaine prochaine.

J. GALLUS. ■

DE REPERE — POINTS DE REPERE — POINTS DE REPERE

● Un sondage sur les jeunes

Le Nouvel Observateur publie dans son dernier numéro un sondage de l'IFOP, effectué sur des jeunes de 18 à 21 ans. Comme le notent les commentateurs de ce journal eux-mêmes, on ne pouvait guère attendre de cette enquête un quelconque diagnostic de la capacité révolutionnaire des jeunes de cet âge, dans la mesure où elle est « centrée sur le bulletin de vote » et « installe d'emblée l'interrogé à l'intérieur d'un système intégrateur ».

Relevons pourtant que 79 % des jeunes interrogés par l'IFOP souhaitent « qu'il y ait des changements dans la société française », et que, parmi eux, 28 % rejettent tout à la fois les modèles des pays de l'Est, de la Chine, de Cuba, du Chili et de la Suède, et que 13 % refusent de se prononcer entre ces modèles. Notons aussi que 15 % de ces 18-21 ans qui se prononcent disent qu'ils voteraient « pour un candidat de la gauche révolutionnaire (Rocard, Krivine) », s'ils pouvaient voter aux prochaines élections : ce n'est pas si mal !

Quant aux « cotes » des différentes « personnalités » politiques, on sait que l'intérêt de ce type de questions est certes de mesurer l'opinion « très bonne » ou « plutôt bonne » qu'on a des leaders politiques — à cet égard Rocard occupe le 5^e rang, après E. Faure, Séguy, Lecanuet et Mitterrand, et devant E. Maire, Marchais, Mendès et Krivine — mais aussi de mettre en balance les opinions favorables et les opinions défavorables : il est en effet très mauvais de polariser contre soi de fortes opinions défavorables.

De ce point de vue, les meilleurs scores sont obtenus par E. Faure (35 % des réponses favorables contre 23 % défavorables), G. Séguy (33 % contre 23 %), Rocard (28 % contre 29 %), cependant que (nettement plus importantes que l'adhésion qu'ils suscitent). Et si l'on ne tient compte que des jeunes « d'opposition » (bizarre catégorie créée par l'IFOP où se retrouvent pêle-mêle les réformateurs, en tête, avant Mitterrand, Krivine et Marchais. L'IFOP ne donne aucun élément permettant de savoir quelle est la voyante. Il reste que la tonalité des réponses des jeunes est évidemment différente — malgré la rédaction des questions — de celle qu'on recueille habituellement dans les sondages auprès des « adultes ».

● LA TROUILLE

Ils ont peur. Ça se sent dans tous leurs propos, privés et publics. Le député UDR moyen cède de trouille. Le militant de base navigue à vue dans le brouillard. Ce sont eux, ces militants de base, que le ministre Charbonnel était chargé de rassurer, de « regonfler », dimanche dernier, à B-ive.

Pauvre Charbonnel. Minable. Tout son discours mériterait d'être cité, tant il est révélateur de leur rogne et de leur rage inquiètes — et inquiètes en même temps.

● L'AFFAIRE ARANDA : « Je souhaite que nous n'insistions pas trop, car c'est donner à ce pauvre et sale type une importance qu'il ne devrait pas avoir. »

● LE PROGRAMME PC-PS : « Le plus grave de tous les scandales n'est-il pas celui qui crée les partis qui se disent démocratiques lorsqu'ils s'unissent aux communistes ? »

Et le clou de la soirée, un véritable appel à la délation : « Vous devez, vous, militants gaullistes, signaler tous les manquements à votre député de la majorité (...) ». Si un instituteur ou un professeur profite de l'autorité morale qu'il a sur les enfants pour leur enseigner le maïsisme ou les doctrines de M. Rocard, nous devons être informés et agir pour empêcher que ce genre de choses se passe.

Décidément, le PSU, ils connaissent. M. Charbonnel va être content. Son appel « à la vigilance » a déjà trouvé des échos. Les CDR des Bouches-du-Rhône viennent de réclamer la démission du député Henri ARNAUD, qui aurait, selon eux, fait preuve « de légèreté » dans l'affaire de l'Habitat coopératif de Marseille.

Mais, pas de chance, ARNAUD est un UDR — et le suppléant de COMITI, le cher collègue de ce pauvre Charbonnel...

« L'objectivité, c'est de rapporter les faits tels qu'ils sont, entièrement tels qu'ils sont, et pas plus, et de faire qu'on ne fausse pas leur importance. »

Georges POMPIDOU.

(Jeudi 21 septembre 1972.)

PETITE CHRONIQUE DU

Nous commençons ici une série d'articles consacrés au Programme commun de gouvernement signé par le Parti Communiste, le Parti Socialiste et, en dernière minute, par des radicaux que l'ironie du sort électoral a rendus « de gauche ».

Nous n'aborderons pas dans ces articles l'analyse des conséquences politiques et sociales que la signature de l'accord a pu ou pourra provoquer. Nous y attachons pourtant la plus grande importance : la déclaration du Bureau National du P.S.U. après l'accord du 27 juin indiquait déjà le déca-

lage possible entre le contenu fort timide du Programme commun et l'espoir de changement qu'il pouvait provoquer chez nombre de travailleurs, après 14 ans de domination du pouvoir gaulliste.

Il s'agit là en effet d'un aspect essentiel de l'analyse de l'accord sur lequel nous reviendrons fréquemment, puisqu'il détermine en partie les choix stratégiques et tactiques du P.S.U. dans la période actuelle. Mais le contenu du Programme est lui-même extrêmement important par la conception du Socialisme qu'il sous-tend et par la stratégie de transforma-

tion sociale et politique qu'il préconise. C'est pourquoi nous nous attacherons dans cette série d'articles à une analyse critique des différents chapitres du Programme Commun. L'article de Gérard Féran est consacré à l'étude des grands thèmes et des différentes mesures préconisées par les auteurs de l'accord. Celui de Jean Verger porte sur le premier chapitre du programme. Cette analyse d'ensemble — tout comme l'analyse détaillée des différents chapitres — fournira la matière d'une brochure sur le Programme commun que le P.S.U. éditera prochainement.

Changer de cap... ou changer de bateau ?

Une première question se pose lorsque l'on aborde le contenu du Programme commun : Quel est son objet ?

La réponse des auteurs est apparemment claire. Il ne s'agit pas d'un Programme « socialiste » mais d'un Programme de législation qui n'a d'autre prétention, comme l'indique son préambule, que d'« ouvrir la voie au socialisme ». Cette affirmation est importante. C'est elle qui permet à Georges Marchais, le jour même de la présentation du Programme devant les militants communistes, de rappeler sa propre définition du socialisme : **Un système dans lequel l'ensemble des moyens de production se trouvent collectivisés et où la classe ouvrière, se trouve socialement et politiquement en position dominante.**

C'est elle aussi qui permet au Parti Socialiste de prendre du champ par rapport à son encombrant partenaire : et l'on voit François Mitterrand affirmant à tout propos que le socialisme que veut instaurer le P.S. n'a rien à voir avec le modèle soviétique et que son Parti est le garant de la réalisation d'un socialisme réellement démocratique.

Quelle transition ?

Le Programme commun présente donc, dès l'abord, une conception « en creux » de la transition au socialisme qui, sur un point essentiel révèle une contradiction entre les deux partenaires et sur un autre présente une convergence. La contradiction, elle, vient de la conception qu'a le Parti Communiste, depuis son Manifeste de Champigny, du passage de « la Démocratie Avancée » à « la France Socialiste ». Car l'idée qu'il se fait de ses rapports avec la classe ouvrière ne laisse que peu de doutes sur la façon dont il envisage le rôle dominant des travailleurs sur le plan social et politique. En tant que « Parti de la classe ouvrière » le Parti

Communiste estime que, dans la France Socialiste, son rôle politique sera déterminant. Il y a là de quoi donner quelques craintes au Parti Socialiste. Mais celui-ci ne peut, ni par la nature de ses bases sociales, en grande partie étrangères à la classe ouvrière, ni par ses objectifs politiques, opposer au Parti Communiste une conception différente de la démocratie ouvrière. Son seul terrain de combat devient alors celui des libertés. Et il s'emploie à donner de la démocratie socialiste une image qui ressemble fort à une démocratie bourgeoise agrémentée dans son fonctionnement économique et social de quelques avantages sociaux.

Cette incapacité du P.S. à concevoir un socialisme, et donc une transition au socialisme, différente de celle du P.C., est due à une convergence essentielle des deux partis sur un autre point : leur refus commun d'envisager une transition autrement que sur un mode exclusivement étatique et gouvernemental. Non qu'ils refusent une certaine mobilisation populaire. Mais celle-ci n'est conçue tout au long du Programme que sous la forme du « soutien » éventuel que les masses populaires pourraient apporter à un gouvernement de gauche, mis en difficulté par ses adversaires. **Les travailleurs ne sont jamais considérés collectivement comme les acteurs décisifs et permanents de la transition au socialisme.** Dès lors, leur rôle étant essentiellement passif et ponctuel, aucun cadre n'est prévu pour leur permettre d'exercer leur pouvoir et de mettre en œuvre leur force collective. Au mieux, la transition au socialisme est considéré par les protagonistes de l'accord comme le passage d'un gouvernement « de gauche », à un gouvernement d'inspiration « socialiste ». On rompra avec le capitalisme par décret. Le socialisme lui-même ne peut venir que du gauchissement progressif des orientations politiques du gouvernement. En aucun cas il n'apparaît comme

le résultat de l'intervention massive et active des travailleurs imposant de fait des transformations dans les rapports sociaux et dans l'organisation du travail avant que celles-ci ne soient ratifiées par la mise en place d'un nouveau droit et d'une nouvelle légalité.

L'État : Notre père !

L'État occupe à l'évidence une place centrale dans le Programme de gouvernement. Il est, nous venons de le voir l'instrument décisif, voire exclusif, de la transition au socialisme. Il est aussi le seul véritable support des mesures à court terme que communistes et socialistes entendraient prendre s'ils arrivaient au pouvoir. Cet État, la lecture du Programme permet de lui attribuer trois fonctions essentielles : une fonction politique en tant qu'appareil supposé neutre. Une fonction économique en tant qu'agent décisif de l'orientation économique. Une fonction sociale en tant que pourvoyeur de biens sociaux et agent central de la « satisfaction des besoins ».

Cette conception d'ensemble a au moins le mérite de la cohérence... même s'il s'agit d'une logique qui rappelle fort notre bon vieux 19^e siècle !

Le Parti Communiste a manifestement marqué ici des points décisifs. Il est vrai qu'au niveau du rôle politique de l'État, il n'a pas dû rencontrer chez ses interlocuteurs beaucoup de partisans de son bouleversement. Léon Blum, en effet, qui semble rester l'un des pères spirituels des dirigeants socialistes actuels, a poussé jusqu'au bout la théorie de l'État, comme appareil neutre, indépendant des contradictions de classe. Sa théorie de « L'exercice du pouvoir » le conduisait à envisager une gestion « loyale » du capitalisme par un gouvernement socialiste, tant que les conditions de la prise du pouvoir n'auraient pas été réunies. De ce point de vue l'au-



Jamais considérés comme les acteurs décisifs.

teur de « l'échelle humaine » aurait trouvé dans le Programme P.C.-P.S. une excellente illustration de sa célèbre thèse. Qu'il s'agisse en effet des cadres institutionnels du régime actuel ou des principaux appareils politiques et idéologiques qui fondent sa nature de classe, rien n'est dit dans le Programme qui puisse annoncer leur transformation. Les auteurs se sont certes beaucoup inquiétés de l'article 16 de la constitution et des menaces de pouvoir personnel du Président de la République. Mais leur inquiétude n'a pas été jusqu'à considérer que l'Armée, la Police, la Justice, l'ensemble des moyens de formation, d'information et de communication constituaient des moyens de domination autrement plus importants, parce que détenus par une classe sociale et non par un seul homme.

La démocratisation, remède miracle

Puisqu'il suffit que les forces de gauche occupent l'État pour en transformer la nature, il suffira également de démocratiser l'ensemble des institutions pour porter des coups décisifs au capitalisme. Démocratiser au mieux cela signifie élargir la base sociale de ceux qui participent ou qui gèrent les institutions actuelles. Au pire cela peut se résumer au rem-

placement de leur personnel dirigeant par les hommes du P.C. ou du P.S. Sans vouloir faire de polémique on peut affirmer que le Parti Communiste verrait assez bien une police « démocratisée » sous les ordres d'un préfet communiste !

En tout état de cause le Programme évite soigneusement de toucher à la nature des corps de répression et de défense. Si dans la police des corps spéciaux de répression doivent être supprimés, rien n'est dit sur les C.R.S. dont le rôle cependant paraît être fort « spécial » et fort répressif. Quant à l'Armée, que le gouvernement actuel s'attache à transformer en corps « anti-subversif », que voudra dire sa démocratisation ? Le problème essentiel à l'évidence n'est pas celui du service militaire. Il est d'une part celui des moyens de défense populaire, d'autre part, celui de la destruction des corps, dont la fonction essentielle est de protéger les intérêts de la bourgeoisie. Ne pas poser ces problèmes c'est accepter par avance des situations où un gouvernement de gauche se trouverait impuissant devant des contre-attaques de la bourgeoisie, alors même qu'il n'aurait pas donné aux travailleurs les moyens d'exercer leur force collective. Pour avoir des conséquences moins dramatiques à court ter-

PROGRAMME COMMUN

me, le problème des institutions à fonction idéologique n'en est pas moins également décisif. Nous y reviendrons en détail dans les articles sur l'Education Nationale, les moyens d'information, la structure familiale. Mais la conception d'ensemble de leur transformation est la même. On ne touche ni à leur fonction, ni à leurs structures mais aux inégalités sociales qu'elles reflètent. Sans doute, nul ne peut prétendre que les mesures prises dans ce but en matière d'enseignement gratuit, de logements sociaux ou d'élargissement des droits à la Sécurité Sociale constituent des aspects négligeables. Mais le Programme Commun semble ignorer que la fonction d'une institution, tout comme son organisation n'est précisément pas sans influence quant au maintien des divisions et des inégalités sociales. L'Ecole en

est un exemple. Même ouverte plus largement à des enfants d'origine populaire elle continuera par le contenu de son enseignement et par sa coupure avec toute vie sociale à reproduire activement des rapports sociaux d'exploitation et de domination. Un problème identique se pose en matière d'information et de communication : Où est le véritable problème : est-il de transformer la composition du Conseil d'Administration de l'O.R.T.F., de renforcer le monopole de l'Etat sur les moyens de communication ? Ou est-il de fournir aux collectivités de base le maximum des techniques et des matériels de communication afin qu'elles puissent en avoir le contrôle et l'usage ?

Ce qui n'est pas dit dans le Programme Commun est, on le voit aussi significatif que ce

qu'on peut y lire. La conception politique de l'Etat est cohérente avec l'absence de structures de pouvoir dans des unités de base et avec le maintien de la délégation professionnelle et syndicale comme forme exclusive de la démocratie. Il en est de même dans les rapports à instituer entre les mesures de nationalisation et celles portant sur le contrôle des travailleurs. En prévoyant pour la première fois de nationaliser des secteurs rentables (et non comme en 1945 des secteurs déficitaires) les socialistes et les communistes ont pris un risque important : ils menacent ainsi de s'attaquer directement aux intérêts les plus puissants de la bourgeoisie française. Mais ils ne prévoient rien dans le même temps pour permettre aux travailleurs d'instituer un rapport de force suffisant face à cette même bourgeoisie : si le Pro-

gramme commun reprend, à son compte, un certain nombre de revendications syndicales importantes (Retraite à 60 ans, salaire minimum, droit du travail...) il « oublie » par contre tous les combats contre l'organisation capitaliste du travail exprimés par l'axe de lutte du contrôle ouvrier.

Il n'est pas surprenant alors que l'autogestion soit réduite dans le programme commun au statut d'une vague utopie qui, loin d'être le prolongement des luttes ouvrières actuelles, n'est plus qu'une forme modernisée pour le Parti Socialiste de la gestion économique, mise par ailleurs sur le même plan que l'autonomie de gestion chère au Parti Communiste.

Mais comment le Parti Communiste et le Parti Socialiste pourraient-ils envisager une société où les producteurs auraient un

contrôle réel sur leurs outils de travail ?

Il faudrait pour cela que les hommes auxquels ils s'adressent ne soient plus simplement pour eux des masses ou des individus dont il s'agit uniquement de « satisfaire les besoins ». Car ce thème qui revient comme un leitmotiv dans l'ensemble des chapitres du programme est finalement révélateur de la conception d'ensemble de l'accord : Donnez-nous le Pouvoir et nous satisferons vos besoins. Car l'idée que des hommes puissent désirer exercer eux-mêmes un pouvoir et qu'ils aient en dehors de leurs besoins, des désirs, des projets, et une volonté d'exercer leur liberté de manière créatrice, est apparemment restée étrangère aux auteurs du Programme...

Gérard FERAN ■

1. Salaires et durée du travail

Le premier chapitre du programme commun nous promet — dès les premières lignes — une « augmentation substantielle des salaires et traitements particulièrement des plus bas. »

Dès aujourd'hui, nous dit-il, « aucun salaire ne devrait être inférieur à 1.000 francs par mois. »

Cette formule est visiblement ambiguë : Si le PCF et le PS arrivaient à gagner les élections de mars prochain, prendraient-ils à la lettre cette revendication des 1.000 francs, qui aurait été formulée dans le programme un an auparavant, mais qui figurait bien antérieurement dans les cahiers de revendications immédiates de la CGT ou de la CFDT ? (1) l'inflation, qui se développe en France au rythme officiel de 6 % l'an, mais qui calculée en fonction du budget type des travailleurs les plus défavorisés, se traduit par un taux de l'ordre de 9 ou 10 %, rend déjà caduque cette revendication !

Par rapport au moment où elle a été formulée par les syndicats, et en nous situant en mars prochain, la revendication « revalorisée » serait de 1100 ou 1150 francs !

Reconnaissons volontiers qu'il n'est pas possible dans un programme de ce type, de « fixer » une fois pour toutes, un chiffre absolu aussi parlant que les « mille francs ». Pourquoi alors, ne pas proposer une revalorisation en pourcentage (20 %, 30 %, 40 % ?) du salaire minimum de juin 72, en tenant compte bien entendu de la hausse du coût de la vie intervenu entre cette période de référence et l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche ? Il est dangereux d'être trop précis, et de fixer des engagements fermes. Le futur gouvernement PS-PC, pense lorsqu'il rédige son programme, aux dures réalités d'un système capitaliste sur lequel il sera difficile de peser à court terme...

Donc première ambiguïté : les mille francs ne vaudront plus tellement 1000 francs.

Qui fixera l'indice des prix ?

Mais sans doute, à partir de mars prochain, si les bulletins de vote sont bons, la revalorisation « substantielle » dont on a parlé plus haut, s'accompagnera de l'échelle mobile. Le programme de gouvernement prévoit en effet que le nouveau salaire minimum sera « fixé et régulièrement révisé d'après un

indice des prix établi avec l'accord des organisations syndicales » salaire minimum qui lui-même « progressera plus vite que la moyenne des salaires ». Qui fixera l'indice des prix ?

Le gouvernement vraisemblablement. On demandera l'accord des syndicats : c'était vraiment la moindre des politesses. Mais les travailleurs préféreraient au moins une formule inverse, du type « les syndicats déterminent l'indice des prix, avec l'accord du gouvernement ». Petite nuance ! dans un cas, le gouvernement, qui pourrait bien être tenté de jouer le rôle du gérant loyal du capitalisme (avancé), fait jouer aux syndicats un rôle purement consultatif. Dans l'autre cas, ce sont les syndicats, tout de même plus proches des masses, qui feraient les propositions, et le gouvernement qui donnerait son accord : l'indice des prix, on le sait, constitue la clé de toute échelle mobile méritant vraiment ce nom : qui contrôle

Le problème des 40 heures

Dans le précédent programme « commun » celui élaboré il y a 37 ans, figurait déjà le mot d'ordre des 40 heures : on sait ce qu'il en est advenu : 37 ans après, les travailleurs français ont les horaires moyens de travail parmi les plus élevés de toute l'Europe. Les 40 heures ne constituent plus qu'un seuil, permettant aux travailleurs payés à l'heure (une petite fraction des salariés) de bénéficier de cette poudre aux yeux qu'on appelle « heures supplémentaires », belle carotte pour augmenter l'exploitation. Le nouveau programme commun reprend donc à son compte les 5 x 8, mais nous ne savons pas, car rien ne le précise, si les heures supplémentaires existeront ou pas : gageons que les auteurs du texte ont préféré ne pas se « mouiller ».

Faut-il ajouter que des partis se réclament de la classe ouvrière, qui élaborent un texte aussi fondamental dont la première partie s'intitule « changer la vie », et qui restent en matière de durée du travail au niveau de 1936, sans tenir compte de l'augmentation considérable de la productivité depuis cette période (3 fois environ), du progrès technique, et surtout des nouvelles revendications qualitatives des travailleurs (notamment des travailleurs non qualifiés qui représentent la majorité des salariés, et dont le travail est

cet indice, contrôle en même temps la base de la politique des salaires, et pèse d'un poids important sur l'ensemble de l'économie ; si les syndicats ne contrôlent pas l'indice des prix, sa base de calcul, et les mesures régulières du mouvement des prix, alors on laisse ouverts toutes les manipulations, tous les truquages dont les travailleurs ont fait l'expérience depuis la Libération.

Sur ce point, il n'y a pas de doutes possibles : le programme PC-PS ne laisse aucune possibilité d'initiative aux travailleurs (par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales), la base de la politique des salaires, restera entre les mains d'un gouvernement qui par peur de l'inflation, des fuites de capitaux, de la nécessité de préserver la « compétitivité » de l'industrie, aboutira, quelle que soit sa bonne volonté « sociale » et « avancée », à préserver le taux de la plus-value (c'est-à-dire de l'exploitation capitaliste) !

synonyme d'ennui, de fatigue nerveuse ou physique), ont une attitude assez misérable !

Sans faire de démagogie, on peut dire que la revendication des 5 x 8 en 1936, correspondrait aujourd'hui dans la même optique, mais en tenant compte des facteurs technologiques et du développement des forces productives, au moins à celle des 4 x 8 !

Une revendication de temps maximum de travail inférieure à 40 heures (32 heures, 35 heures, suivant les branches et les postes de travail) aurait eu au moins le mérite de fixer d'une manière précise les conditions d'exercice de la formation permanente dont parle en termes vagues le programme commun : la formation permanente seule permettra la « rotation des postes de travail » par la qualification de moins en moins « spécialisée » des travailleurs : en partant d'un temps de travail inférieur à 40 heures, on pouvait déjà donner des assurances précises qu'un gouvernement d'union de la gauche s'engagerait à fond sur une question aussi décisive...

Jean VERGER ■

(1) En mai 68, rappelons le, cette revendication « pas de salaires inférieurs à 1.000 francs » figurait comme revendication immédiate des travailleurs de Renault, et de bien d'autres entreprises...



L'Ecole, un exemple.

Collombert

PARIS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Ce n'est malheureusement pas la première fois que nous sommes amenés à le constater — et à le dénoncer : Paris, livré aux intérêts du grand capital, se cons-

truit sans — et contre — les travailleurs. La ridicule polémique autour de la hauteur des immeubles de la Défense faisant de l'ombre au Soldat inconnu a eu

l'avantage de faire oublier d'autres énormités qui se préparent tranquillement au cœur de la capitale.

Il faut veiller et crier.

Ce régime, décidément, n'a pas fini de nous étonner. Il est difficile, en effet, d'accumuler autant de contradictions en si peu de temps dans le seul domaine de l'équipement et de l'aménagement du territoire — sans même parler des scandales proprement dits.

Nous avons signalé, avant les vacances, les invraisemblables incohérences des propos de M. Chalandon (cf. « T.S. » n° 540). Force est de constater que d'autres ministres ou hauts fonctionnaires sont entrés en compétition avec lui et lui disputent le prix de la plus grosse énormité.

M. Bettencourt, par exemple. En inaugurant, au mois de mai, le nouveau centre administratif du Crédit Lyonnais, à Rillieux, dans la banlieue de Lyon, le ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire faisait l'habituel bla-bla sur la décentralisation des

activités — et en particulier des activités bancaires. (« Lyon doit devenir une place de taille nationale et même européenne, etc. ») Ce dont les travailleurs se foutent totalement, mais qui semblait au moins vouloir dire, en clair, que les capitalistes ne devraient plus se concentrer sur Paris.

Pourtant, deux jours plus tard, le même Bettencourt admettait sans sourciller qu'il fallait construire en plein cœur de Paris une « cité financière capable de redonner à la France une place, etc. ». Les deux discours n'avaient sans doute pas été rédigés par le même service...

Et, dans le mois qui suivait, Air Inter obtenait l'autorisation de s'installer à Orly — contrairement aux vœux de l'Aménagement du Territoire qui voulait voir la société transférer son siège social à Lyon... Bravo, monsieur Bettencourt.

l'emplacement des Halles, le R.E.R., le métro traditionnel, la ligne de Sceaux transformée en R.E.R. nord-sud et les lignes S.N.C.F. de banlieue utilisant le réseau R.E.R.

A première vue, projet intéressant, qui pouvait améliorer sensiblement les conditions de transport. Mais, en germe, un nouveau coup dur pour le quartier des Halles. Et l'on en revient aux propos de Bettencourt — et au projet de « cité financière » dont il y a gros à parier qu'il est lié à ce projet de transport dit « d'interconnexion ». Pour accueillir toute cette main-d'œuvre ainsi transportée, les capitalistes sauront bien imposer la construction de « quelques » locaux d'activité, « quelques » surfaces de bureaux... avant que le quartier ne soit totalement investi.

M. Jérôme Monod, délégué à l'Aménagement du Territoire, a beau dire « Le gouvernement n'a pas écarté l'idée de la restructuration immobilière du centre financier de la capitale, mais il a défini avec netteté les conditions et les limites d'une telle opération qui doit, au total, conduire à une réduction sensible des effectifs parisiens des sièges des services centraux des institutions financières » ; M. Bloch-Lainé, président du Crédit Lyonnais, lui répond : « Nous souhaitons que les mesures au sujet de la cité financière ne sous-estiment pas les besoins incompressibles en surface de bureaux à Paris d'un grand établissement à vocation internationale qui veut tenir son rang dans une compétition mondiale de plus en plus dure. »

L'avertissement est clair. Les tours de la Défense seront construites, les Halles envahies, la cité financière sera créée. Les batailles futures sont en train de naître à Paris. Paris se fait sans les travailleurs, il va se faire contre les travailleurs, sous la houlette et avec la bénédiction de notre ministre, pour qui, pourtant, les schémas directeurs sont les armes infaillibles d'un développement harmonieux...

Pantalonnades

Autre grand débat des vacances : la hauteur des tours de la Défense. Les élus parisiens ont soudain découvert avec horreur que lesdites tours amputaient la perspective de la « voie triomphale », le prolongement des Champs-Élysées. Il est vrai que ces colonnes de béton se profilant derrière l'Arc de Triomphe ne sont pas du meilleur goût, et que l'ensemble, une fois

construit, risque d'être franchement inesthétique. Les amoureux des belles perspectives, du coup, se réveillent. Ils trouvent que l'on va un peu loin et le disent. La querelle est lancée, qui trouve des échos dans les sentiments patriotiques des princes qui nous gouvernent. Et puis, en période électorale, il ne faut pas trop chatouiller le bon sens populaire...

Nouvelles menaces

Alors, on parle de démolir ! Le gouvernement, très sérieusement, fait faire des études, alerte des experts, bref, amuse le tapis... en sachant fort bien qu'il est trop tard pour faire machine arrière. Ne serait-ce que pour ne pas mécontenter la Fiat, qui menace de renoncer aux milliards d'investissements promis si on l'empêche de réaliser son opération de prestige... Les tours seront achevées, à la hauteur prévue... avec un revêtement plus sombre que dans le projet initial, histoire de les mêler plus intimement au ciel de Paris.

Mais il faut aller au-delà de ces pantalonnades et poser

le vrai problème : sommes-nous capables d'opposer une autre organisation de la ville à celle que nous impose le capitalisme ? Que faisons-nous, par exemple, pour empêcher que les Halles ne soient, à leur tour, envahies ?

Pauvres Halles ! Elles devaient être au départ un havre de paix au cœur de Paris. Le projet a pris peu à peu des allures de centre de commerce international. Et, aujourd'hui, de nouvelles menaces se précisent. Coup sur coup, deux mauvaises nouvelles. La première, il y a trois mois : nous avons appris qu'on allait faire se croiser, sous

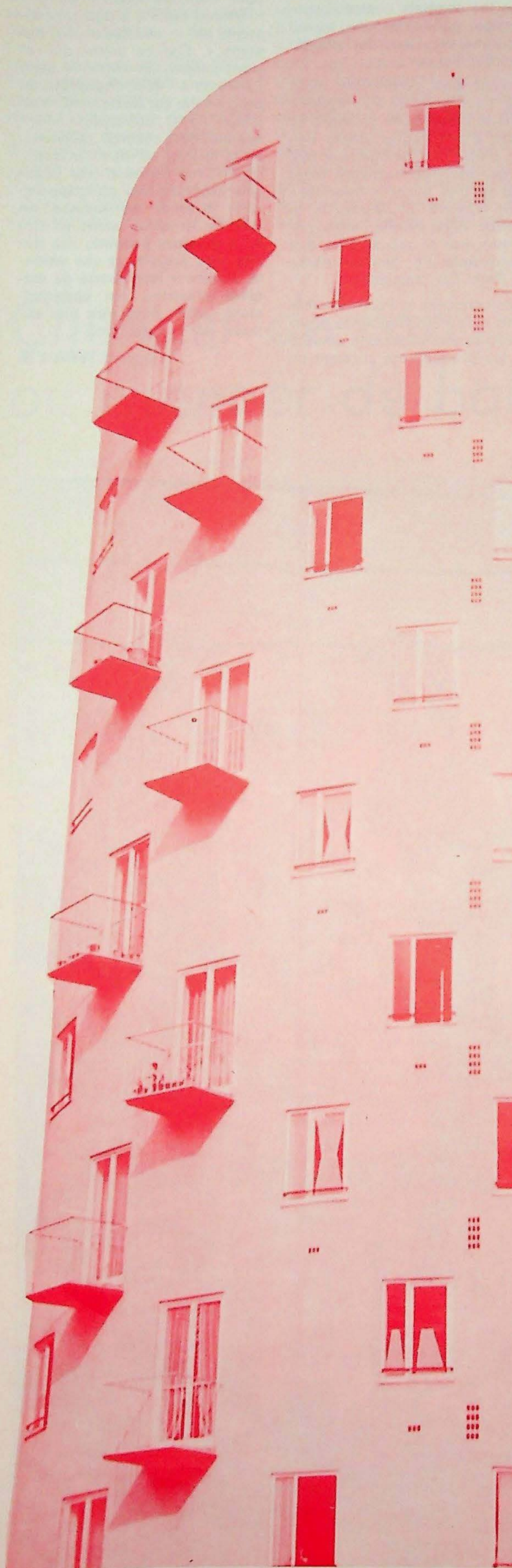


Photo : Hubert

A la hauteur prévue...

François SOULAGE ■



Le 14 juillet dernier, une importante manifestation dans les rues de Rodez démontrait à la France entière la détermination des paysans du Larzac de ne pas céder un pouce de leur terre aux ambitions territoriales de l'armée française.

Ils étaient 20.000 dans les rues de la ville, venus d'horizons divers, groupés autour des 72 tracteurs représentant chacun une exploitation menacée.

Depuis, rien. L'été est passé, tranquille, occupé à la récolte du foin et des céréales. Pendant toutes les vacances, on est venu au Larzac... pour voir, pour s'infor-

mer, pour comprendre. Des visiteurs attentifs, qui sont repartis bien souvent avec l'intention d'aider leurs hôtes d'une journée à se battre pour garder leur terre, qui est aussi leur raison de vivre...

On attend maintenant les décisions d'un pouvoir que l'on sent hésitant devant la résistance que lui opposent les paysans caussenards... et les dimensions nationales prises par « cette affaire du Larzac ». Mais il ne faut pas que la vigilance se relâche.

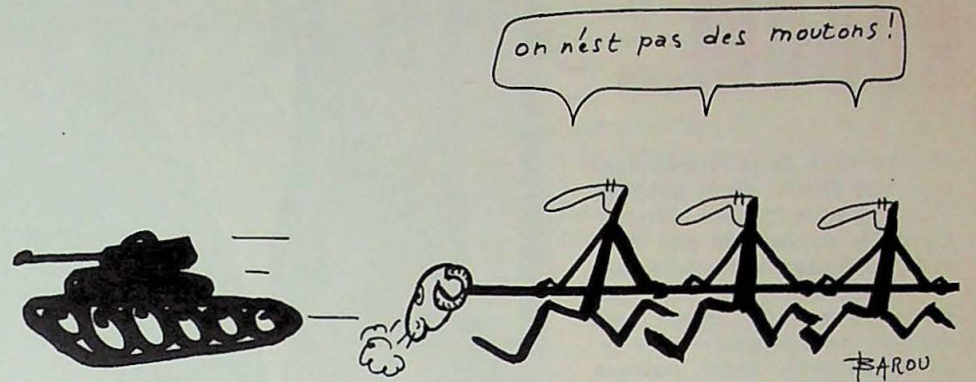
Le 14 juillet, les paysans sont montés à la tribune, pour dire leur colère et leur détermination. A eux la parole.

Depuis l'âge de 10 ans, j'ai commencé à garder des brebis. Ma vie professionnelle n'a pas changé depuis. Je ne suis pas habitué à faire des discours. Hier soir, j'ai rentré du foin, il y en a plus que jamais sur le Larzac. Ce matin, j'ai été traire les brebis comme les copains et puis nous avons pris la route avec les tracteurs pour faire 100 km et certains plus pour arriver ici à Rodez. Je ne suis pas un cas spécial, tous les agriculteurs du Larzac sont venus avec leur tracteur, ce n'est pas pour faire du folklore mais pour montrer notre vigoureuse détermination. Après nous avoir fait faire le con pendant 28 mois en Algérie, voilà qu'en pleine force de l'âge, en plein dynamisme, l'armée vient nous chasser,

avec nos familles, nos enfants, avec toutes nos réalisations, avec tous nos investissements.

Un seul homme

La décision de l'extension du camp a été prise par un seul homme : Debré, aidé de quelques acolytes. Aucun député, aucun sénateur, n'a eu à se prononcer sur l'extension. C'est une atteinte à la démocratie et aux droits de l'homme ! Une concertation n'a jamais eu lieu en Aveyron, n'en déplaise à Monsieur le préfet. Prétendre le contraire, c'est prendre les personnes pour des imbéciles, c'est se moquer d'eux et les mépriser.



Aucun d'entre nous n'a demandé de fric. Vous pouvez nous donner 300.000 F par mois de votre argent pourri et nous enfermer dans des cages à lapin, NOUS NE SERONS PAS HEUREUX !

Vos promesses électorales et démagogiques ne sont que du bluff. La grosse astuce de Debré, Delmas et Cie, c'est de dire partout qu'un camp militaire sur le Larzac est un berceau, mais ce berceau qu'ils prétendent reconstruire est une bombe camouflée par des fleurs artificielles. Nous posons ici la question du choix et des priorités du pays. Monsieur Debré : faut-il investir davantage sur la mort que sur la vie ? Une chose nous a fait mal à nous, paysans du Larzac, c'est lorsque Debré et Sanguinetti nous traitent de mau-

vais Français. Vous vous arrêtez, Messieurs, devant les monuments aux morts du Larzac, et vous verrez que la liste est longue...

Pas de leçon

Un des nôtres, Elie Jonquet, à la Blaquière, porte un témoignage éloquent. Il a perdu son grand-père à la suite des premières expropriations du camp en 1902. Deux de ses oncles sont morts à la guerre et son père, gravement touché, est mort deux ans après son retour. En 1939, Elie lui-même a fait 5 ans de captivité. Il a droit à du respect plutôt qu'à des insultes. M. Debré, nous n'avons pas de leçon à recevoir de vous.

Le scandale du Larzac n'aura pas été inutile, il nous a appris à nous connaître et à nous aimer. Il nous a appris, aussi, hélas, à connaître Debré et ses méthodes.

Au nom des paysans du Larzac, je tiens à vous remercier, toutes les femmes, tous les hommes, tous les jeunes qui nous soutiennent ; vous êtes de partout et vous représentez des options différentes : respect de la démocratie, de la liberté, paix, désarmement, protection de la nature, etc.

C'est grâce à vous que nous avons tenu et que nous tiendrons encore. Voici quelques propositions concrètes que nous faisons : il faut amplifier l'affaire du Larzac.

Il faut la faire connaître partout pour que cesse ce scandale. Nous allons en faire une affaire gigantesque. Nous allons renforcer les liens avec les comités d'action qui sont de plus en plus nombreux. Nous savons qu'ils feront preuve d'imagination comme à Paris, à Strasbourg, à Toulouse, à Reims, à Montpellier, dans le Midi et partout !

Pas vivants

Quant à nous, paysans du Larzac, nous allons adopter une attitude ferme par rapport à ceux qui travaillent à notre perte.

Nous avertissons ici, publiquement, les Tournier et autres chargés de mission, y compris la dernière girouette du conseil général : nous n'accepterons jamais d'être vendus pour de l'argent, à plus forte raison pour un toit de piscine ou un kilomètre de goudron. Nous ne partirons pas vivants du Larzac ! Nous avons maintenant de nombreux amis avec nous qui nous soutiendront. Quand un seul forcené s'enferme chez lui, les préfetures de police ou autres s'affolent, les télévisions se précipitent et la France tremble. Avis aux amateurs !

Aujourd'hui, nous ferons 250 km en tracteur et nous n'hésiterons pas à monter à Paris le 11 novembre si Debré ne retire pas sa décision.

Voilà ce que nous comptons faire ! Nous comptons sur vous pour nous y aider.

LA LIBERTAT PASO PER LARZAC !
GARDEREN LO LARZAC !

Robert Gastal
(agriculteur à La Cavalerie)

Contact : comité d'action Larzac c/o Cestici, 32, rue de l'Embergue - 12000 RODEZ.

Le décret de Brégançon

« Briser le phénomène croissant de l'objection de conscience ». C'est l'objectif du gouvernement tel que le rappelait François Janin dans notre dernier numéro. Le refus de jeunes gens de plus en plus nombreux de se mettre au service armé des intérêts de la classe bourgeoise (500 objecteurs en 70) commence en effet à poser un réel problème. D'où les poursuites exercées par le pouvoir à l'encontre des objecteurs. D'où aussi ce décret, paru au journal officiel en plein mois d'août, qui tente d'isoler complètement les réfractaires au service armé et de leur faire payer cher leur refus. Ce décret est paru au « J.O. » du 2 août 72. Il est signé — excusez du peu — de Pompidou, Messmer, Debré, Pleven et Chirac. C'est dire qu'on prend la chose au sérieux. Il stipule l'affectation de tous les objecteurs de conscience au service civil des Eaux et Forêts — en les dispersant bien sûr, dans les endroits les plus isolés du pays. Il ne faut pas laisser à ces agitateurs dangereux la possibilité de continuer leur sale boulot subversif.

Mais il établit surtout un « code » de la vie quotidienne des O.C. qui mérite qu'on y regarde de plus près. Avis aux amateurs : vous êtes soignés, mes gaillards !

Devoirs et obligations

Les devoirs et les obligations d'abord. Ils font l'objet du 2^e chapitre :

— Art. 3 : « En tant que citoyens, les jeunes gens visés à l'article 1^{er} doivent : se conformer aux lois (...) s'interdire tout acte, propos ou attitude contraire aux intérêts de la Nation. » (entendez de la classe bourgeoise. Or si les jeunes sont aujourd'hui objecteurs, n'est-ce pas qu'ils refusent la hiérarchie, la division des peuples, bref tout ce qui est national. En outre, quelle est la signification juridique d'un tel passage ?)

— Art. 5 : « Affectés à une formation

civile, les jeunes gens visés à l'article 1 doivent accomplir (...) le travail qui leur est confié à l'exclusion de tout autre. »

(On vous loge, on vous nourrit, on vous donne un bel uniforme vert. Pour le reste, débrouillez-vous... avec 0,86 F par jour — moins qu'un bidasse, et pas de franchise postale.)

— Art. 7 : « Les jeunes gens ne doivent participer à aucune activité ou réunion à caractère politique ou syndical. Ils doivent obtenir l'autorisation du Ministre lorsqu'ils désirent évoquer publiquement des questions politiques, ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale. »

— Art. 8 : « Toute réclamation collective ou manifestation collective, toute cessation concertée du travail sont interdites. »

(Défense de s'inscrire à la C.G.T. Défense de militer dans un parti, même réformiste. Défense de tenir des A.G. pendant les jours de permission. Défense de faire grève, même quand tout le personnel des Eaux et Forêts s'y met...)

Punitions

Si vous déviez un tant soit peu de la ligne dessinée plus haut, vous tombez immédiatement sous le coup du chapitre 3 : les punitions.

Le blâme, d'abord (art. 9 et 10) qui vous sucre deux jours de permission et s'inscrit à votre dossier. Et plus avant :

Art. 11 : « Le déplacement d'office sanctionne une faute grave ou très grave. Il entraîne la suppression de 5 jours de permission. »

Et encore...

— Art. 13 : « Le puni qui présente une réclamation n'est pas dispensé de se conformer aux ordres ou aux mesures prescrites. Une réclamation fondée sur de fausses allégations ou rédigée en termes irrespectueux peut entraîner une nouvelle punition. »

Enfin...

Art. 14 : « Toute infraction mentionnée aux articles 146 à 149 du Code du S.N. doit être signalée par le responsable de la formation d'affectation dans les conditions prévues à l'article 141 dudit code. Un exemplaire du procès-verbal est adressé directement au ministre par la gendarmerie. »

(Belle collusion patrons-Etat-armée.)

Permissions

Si vous n'êtes pas puni, vous avez droit, sur proposition au ministre du responsable de l'encadrement à cinq jours pour quatre mois de service, plus les jours fériés.

Permissions aussi à l'occasion d'un événement familial important (art. 18) ou au sortir d'un établissement hospitalier (art. 19) plus des permissions extraordinaires pour « acte exceptionnel de courage et de dévouement » — ou « d'efficacité exemplaire dans l'exécution du travail. » (Art. 20).

**

L'ensemble des travailleurs auraient tort de ne pas se sentir concernés. Ils auraient tort, parce que déjà les objecteurs sont tenus de jouer un rôle de briseur de grève, et qu'ils sont les seuls travailleurs à se voir refuser le droit d'association, reconnu depuis un siècle à l'ensemble de la classe ouvrière.

Un test ?

Ils auraient tort aussi parce que personne ne peut dire ce que contient en germe ce nouveau statut venu des sables chauds de Brégançon. Il y a peut-être là l'embryon d'un service civique, permettant l'embrigadement idéologique de la jeunesse — non plus au nom de la « défense de la patrie », mais au nom du « service de la nation », difficile à attaquer pour l'opinion : « la pelle et la pioche aux jeunes de gauche, le fusil aux jeunes de droite. »

MOROSA, ROSA, ROSAM...

« Il faut faire de la rentrée scolaire une fête », dit la publicité d'une grande chaîne d'hypermarchés. Ils ne sont pas fous, les marchands d'illusions, car il faut avouer qu'en cette période de rentrée, il est bien difficile de rencontrer des lycéens heureux. Alors, puisque la réalité est si déprimante, il faut bien s'évader vers d'autres mondes — celui de la consommation, par exemple, pour le plus grand profit des magasins X... »

Pour tous ceux qui ont repris, après quelques semaines de liberté — disons, d'élargissement — le chemin du bahut, ce sont la résignation et la morosité qui dominent. Une lourde chape de plomb, d'ennui, de conformisme semble peser sur la plupart des établissements scolaires. « Vous ne voudriez tout de même pas, qu'en plus, ça nous amuse ? »

Le même désert

Bien sûr, les groupes politiques n'ont pas manqué l'occasion de signaler leur réapparition par voie de tracts ou d'affiches. Mais leur voix ne rencontre guère en écho que celle de leurs concurrents ou de leurs adversaires qui parlent dans le même désert... Le pire, pour les militants, c'est sans doute cette apathie, cette indifférence générale qu'ils rencontrent. Même des perspectives exaltantes comme celle de l'Union Populaire ne font pas se lever les foules lycéennes : « Le programme commun de gouvernement (...) nous permet d'entrevoir des jours meilleurs. Il répond pleinement à nos préoccupations immédiates », dit un tract de la J.C. des Hauts-de-Seine.

Eh bien non, camarades, le chapitre IV du Programme commun ne provoque pas encore l'enthousiasme des lycéens. Certes, la rentrée n'a jamais été propice aux grands mouvements : ils arrivent dans une nouvelle classe, avec des têtes nouvelles, du travail (et peut-être un examen) en perspective, et il s'agit surtout de s'arraciner, de trouver des copains, de tisser des liens... L'administration le sait bien qui profite de chaque fin d'année scolaire pour disperser les « meneurs » : plutôt que de susciter en cours d'année des flambées de révolte par des renvois spectaculaires, on les éloigne en fin d'année ; on leur fait comprendre qu'ils ne seront pas repris l'année suivante dans le même lycée, ni même dans un lycée voisin où ils pourraient maintenir des contacts, mais ailleurs, dans un lycée à l'autre bout de Paris ou de la banlieue. La « strass » (comme on dit dans les lycées) sait que les « meneurs » ne sont « meneurs » que dans un



Collombert

Qu'en plus ça nous amuse ?

milieu où ils sont reconnus comme tels...

Et puis aussi, l'année 1971-72 n'avait pas été marquée à ce point de mouvements importants dans les lycées pour s'attendre à une rentrée fracassante. Les groupes politiques se comptent, font le bilan des départs et des arrivées, de leur activité de l'année écoulée, et les mêmes mots reviennent : sélection, répression, orientation, etc. Vont-ils mobiliser les lycéens cette année davantage que l'année précédente ?

Rien

« Que se passe-t-il dans ton lycée ? » « — Rien ». C'est la réponse la plus fréquente. On parle de « Glurp », ce journal lycéen de Luzarches dont les animateurs ont été frappés de 500 F d'amende (avec suris) pour une bien inoffensive recette de nitroglycérine (« Comment faire sauter votre lycée en une leçon ») et des

dessins, où, comme disait Victor Hugo, un chat était pris pour tel... « Et ça, ce n'est pas susceptible de mobiliser les types de ton lycée ? C'est un cas tellement flagrant de stupidité du système politique ! » — « Ah ? Non, les gars ne savent pas, il faudrait les informer, voir... ». A croire que cette affaire a davantage touché le lecteur moyen de la presse quotidienne que les lycéens, même militants...

« Ordre Nouveau » lui part en guerre contre « les professeurs marxistes » dans un tract qui, distribué à la porte d'un lycée comme Louis-le-Grand, prête plutôt à sourire... Du côté des enseignants, les « événements » de l'année écoulée ont sans doute provoqué des prises de conscience plus durables : l'affaire Hurst, par exemple... Pourtant, les syndicats reprennent leurs vieilles antennes pour « un budget à la hauteur des besoins » et « des crédits, des locaux, des mai-

tres » ... Dans son numéro de rentrée, contenant une brochure destinée aux non-adhérents, le S.N.E.S. ose même une phrase du type : « ... le S.N.E.S. s'est encore renforcé à travers le grand mouvement de mai 1968 qui fut fatal aux comportements irresponsables. » Comme tout cela est loin !

Morosité ambiante

Voilà un constat qui paraîtra bien pessimiste ; il faut dire qu'à discuter de la rentrée avec les lycéens, on se laisse rapidement gagner par la morosité ambiante, la lassitude. Rien de ces impressions ne permet, bien sûr, d'augurer de ce que pourra être l'année 1972-73 sur le plan des luttes lycéennes. Tout ce milieu ressemble à un grand volcan qui sommeille : qui aurait pu prédire, à la rentrée 1971 ou même au début de février 72, l'ampleur de l'affaire Guiot ?

THIERRY MORUS ■

Notes de lecture

LA FAUTE A NANTERRE

Mon pote, pour une fois, le bouquin que je te cause, c'est pas de la politique qu'on comprend pas toujours, c'est un polar — mais un bon polar alors, comme on en raconte pas assez souvent dans ce baveux m'est avis. **Cradoque's band** (1) que ça s'appelle. Les héros, mon vieux, c'est pas des supermennes époustouflants et vaivement fortiches comme on en lit ailleurs, c'est Steph et sa bande — les Loups pour les intimes — François le Manouche, et puis aussi Bourbon-Tatin, le clodo qui gambageait qu'il était Louis XIV, et puis Lucien Château, le rimailleur en cavale, et puis des tas d'autres encore.

Ça se passe pas dans des palaces pleins de comesses et de diams, c'est au bidonville de Nanterre qu'ils crèchent les mecs, et tout ce qu'ils trouvent à braquer c'est des stations-service et des bistrotts — bien sûr un peu pour la frime, mais aussi pour vivre, quoi ! C'est pas des souris de la haute qui se font faire du rentre-dedans parce qu'elles ont rien à glander de toute la journée, c'est des pauvres filles qui deviennent des putes pasqu'elles se sont faites violer par le Casanova des achèlèmes. Et puis, il y a pas de grande politique internationale et je sais quoi encore, mais des matons qui traquent les mecs après Clairvaux et les gauchos qui se font tabasser par les vendeurs de l'Huma avant de se faire embarquer par la rousse. Brèfle, ça cause de la vie, c'te livre, et pas de la rose ! J'avais pas te cloquer le morceau pasque ça perdrait son sel, mais crois-moi, c'est un bath polar... Un dernier truc : l'auteur, il prétend que le directeur de la prison est « paternaliste et PSU », alors moi, là je crois qu'il se gourre, pasque ça m'étonnerait qu'on recrute beaucoup chez les matuches-chefs : c'est ni notre genre, ni le leur. Enfin, si tu veux passer un moment intéressant, vas-y en confiance. **Cradoque's band**, ça s'appelle. Un bien bath polar.

T.M.

(1) **Cradoque's band**, par A.D.G., Série Noire, Ed. Gallimard.

POINT - CONTREPOINT

VOUS avez lu « Le Point » ? le nouvel hebdo, vous savez, avec un grand drapeau rouge sur la couverture, tout entier consacré à « la presse de la liberté », la presse de Mai 68 et ses descendants. Tiens, c'est bizarre : j'ai bien lu « Le Point », en effet, le nouvel hebdo, comme vous dites, mais je n'y ai pas trouvé l'ombre d'un drapeau rouge. En fait, sur la couverture, je n'ai vu que la tête de Pompidou.

Et voilà. Il y a cette semaine dans les kiosques deux hebdomadaires portant l'un et l'autre le même titre : « Le Point ». Le vrai et le faux. Le faux étant le plus riche, celui à l'effigie de Pompidou, lancé à coups de centaines de millions par Hachette et un groupe d'anciens de « L'Express ». En accord avec le gouverne-

ment. Un titre de plus dans le catalogue de la presse bourgeoise. Mais un titre usurpé, volé à un jeune militant révolutionnaire belge, Jean-Claude Garot.

« Le Point », le vrai, en effet, était un journal révolutionnaire né à Bruxelles en 1965 et dont le succès fut tel qu'en 1969 il tirait à

100.000 exemplaires. Mais, peu de temps après, Marcellin interdisait sa diffusion en France et interdisait également un journal français portant le même titre et édité par une société française. Jean-Claude Garot restait, malgré tout, propriétaire du titre. Il le loua, en juillet dernier, à « Politique-Hebdo » qui souhaitait l'utiliser pour ses futures éditions régionales. Jean-Claude Garot avait prévenu Hachette qu'il ne se laisserait pas déposséder de son titre et que, si le trust persévérerait dans son intention de l'utiliser, il tenterait une action en justice. C'est maintenant chose faite et le tribunal des référés devait se prononcer

le 28 septembre. « Politique-Hebdo » s'est associé à l'action de Jean-Claude Garot et l'a appuyée en sortant un « Point » bien avant la date initialement prévue.

OBJECTIF POLITIQUE

Il est évident que ce « Point » au drapeau rouge n'a pas l'ambition de concurrencer l'hebdo Hachette. Son objectif n'est pas commercial. Il est politique. Sa publication entre dans la bataille que l'extrême gauche doit livrer sur le front de l'information pour l'existence d'une presse de la liberté contre la presse de l'argent.

EUROPE :

Un sommet au ras des marguerites

Bien sûr, ça ne manquait pas d'allure le sommet envisagé par le bon M. Pompidou : pour couronner une jeune et belle Europe capitaliste, neuf chefs d'Etat venaient à Paris reconnaître la suprématie politique de la France, installer à Paris un secrétariat politique, et saluer le génie de M. Pompidou tout auréolé du résultat de son référendum. Il faut reconnaître qu'à la veille des élections, ça aurait fait un joli tableau...

SEULEMENT voilà, il est des destins nationaux affligés d'une pesanteur irrémédiable qui les empêche régulièrement de s'élever vers quelque sommet que ce soit. Le référendum a été un échec, les voisins ne se sont pas montrés du tout coopératifs et, du coup, le joli sommet va être un horrible fiasco. On n'a même pas pu éviter le ridicule : avant les vacances, Pompidou menaçait de ne pas réunir la conférence ou de l'ajourner si rien de sérieux ne devait en sortir ; même au risque d'être privés de dessert, les partenaires ont tenu bon et Pompidou a dû mettre les pouces : le sommet se réunira à la date prévue (avant les élections, il ne faut rien négliger qui puisse rapporter quelques voix) et on n'y fera et n'y dira rien. Il a bien fallu en rabattre de ses prétentions premières : Pompidou se contente aujourd'hui de souhaiter que sa réunion « permette une prise de conscience européenne ». On peut difficilement faire moins.

L'Enjeu

Ce petit ballet serait simplement bouffon s'il ne reflétait pas une réalité bien autrement importante et si l'enjeu de cette mascarade n'était pas les formes que le capitalisme va prendre dans les pays d'Europe occidentale. L'impuissance des dix Etats du Marché commun à se mettre d'accord pour prendre ensemble des décisions importantes signifie que le capitalisme n'existe pas à l'échelle européenne : les firmes multinationales, exerçant leurs activités sur l'ensemble du monde capitaliste, commençant à passer des marchés avec les pays d'Europe de l'Est, cela représente un danger réel. Le capitalisme national, en train de disparaître, absorbé par les sociétés à-nationales, mais encore capable de réactions de défense, cela a aussi une existence réelle. Mais il n'y

a pas de capitalisme européen, et par conséquent pas de structures européennes capables de traduire en termes politiques les intérêts de ce capitalisme-là. L'un des objectifs primitifs du fameux sommet, c'était la création d'une union économique et monétaire ; c'est-à-dire le choix d'une

Un embryon de pouvoir exécutif

Et c'est vrai aussi que, pour se protéger de ce danger, il leur faudrait une politique commune, et pas seulement sur le plan économique ou monétaire, et c'était le deuxième objectif du sommet de créer un secrétariat politique, c'est-à-dire un embryon de pouvoir exécutif qui pourrait discuter à égalité avec Nixon au lieu de le laisser en tête-à-tête avec des Brandt, des Pompidou ou des Heath qui, pris un par un, ne font décidément pas le poids.

Tout cela est la logique et la sagesse même, à la condition qu'il y ait un intérêt commun à tous ces capitalistes européens ; or, qu'y a-t-il de commun entre Fiat, Volkswagen, Renault et Austin ? entre Dassault et la B.O.A.C. ? entre Alstom, Siemens et Montecatini ? rien si ce n'est qu'ils essaient de se partager le même gâteau et que c'est entre eux à qui fera la peau de l'autre. Et puis, s'ils ont un intérêt commun et solide celui-là, et qui les réunit plus étroitement que les doigts de la main et qui les oppose irréductiblement aux travailleurs, c'est qu'il faut maintenir l'économie de profit. Seulement, cet intérêt-là, ils le partagent avec les firmes américaines et bientôt avec les firmes japonaises, et c'est un intérêt qui exige non pas que l'on mette sur pied une politique européenne, bien au contraire : il veut que l'on n'applique aucune politique si ce n'est celle qui consiste à faire jouer sans entrave les mécanismes de la concurrence et à faire respecter la loi du plus fort.

solidarité économique et monétaire commune aux dix pays européens et capable de les protéger contre les attaques américaines.

Et il est bien vrai que les firmes d'origine américaine et la politique des Etats-Unis sont un danger pour les capitalistes français, allemands ou britanniques : depuis des mois, ce sont eux qui financent le déficit de la balance des comptes américaine et qui achètent très au-dessus de leur prix des dollars dont ils ne savent que faire et qui seront, au surplus, utilisés pour développer l'implantation des grandes firmes d'origine américaine comme Ford, General Motors ou Westinghouse.

Curieuse situation que celle des firmes européennes : leur intérêt, en tant qu'Européens, serait d'avoir des structures politiques puissantes, capables d'imposer une défense efficace contre les atteintes extérieures ; la logique capitaliste leur impose de refuser tout ce qui pourrait entraver le jeu du libre échange. Pour avoir ignoré la logique capitaliste, Pompidou va rater son apothéose européenne.

Sans frontières

Il faut au moins que cela nous serve de leçon : dans sa grotesque équipée, Pompidou ne risquait que son image personnelle ; pour nous, l'enjeu est beaucoup plus grave, il s'agit de ne pas se tromper d'ennemi. Pour l'instant, cela reste dans la plupart des cas un patronat « national » dont la puissance, les faiblesses aussi, et les limites sont assez bien connues. Dans quelques cas déjà, et de plus en plus, l'ennemi sera un capitalisme sans frontières et sans nationalité, dont les moyens d'exploitation et d'oppression sont encore mal connus et sont encore beaucoup plus dangereux. L'échec de Pompidou prouve que l'on va vraisemblablement sauter l'étape d'un capitalisme « européen » dont les intérêts s'exprimeraient par des structures politiques à l'échelle de l'Europe. Il est temps que le mouvement ouvrier s'organise pour faire face aux nouvelles formes d'exploitation qui le menacent.

Bernard JAUMONT ■

Le massacre de TRELEW

ARGENTINE,
MARDI 15 AOUT

Dix-neuf prisonniers politiques occupent, quatre heures durant, l'aéroport de Trelew avant de se rendre au commandant des troupes qui les encerclent. Ils sont pourtant puissamment armés. Ils tiennent des otages en leur pouvoir. Ils ne s'en serviront pas et ne chercheront pas à obtenir un avion pour s'enfuir.

Leur but — largement atteint — était seulement d'attirer l'attention sur le sort des prisonniers politiques en Argentine.

MARDI 22 AOUT

Selon la version du gouvernement de Buenos Aires, une tentative d'évasion se produit à la prison de Trelew. Elle se solde par la mort de seize prisonniers. Trois autres sont blessés. Les dix-neuf mutins de l'aéroport ont payé...

Les déclarations des trois survivants ont prouvé par la suite que les dix-neuf prisonniers avaient été sciemment et volontairement abattus dans l'enceinte de la prison. Qui pourrait croire, d'ailleurs, à cette tentative d'évasion de dix-neuf personnes désarmées, fuyant vers le désert, sans aide extérieure, d'une base aéronavale de neuf cents hommes, après s'être rendus une semaine avant, alors qu'ils avaient beaucoup plus de possibilités de fuite...

Le Comité de Défense des prisonniers politiques argentins, auquel participent plusieurs membres du Bureau national du PSU, déclare :

« Dix-neuf personnes désarmées ont été froidement mitraillées à l'intérieur d'une cour, sept jours après avoir été emprisonnées après la promesse solennelle que leur vie et leur intégrité physique seraient respectées. Parmi elles, seize sont mortes. »

Avec le Comité, le PSU exige du gouvernement argentin :

*« — une enquête réalisée par des organismes internationaux sur la mort des seize prisonniers politiques de la base aéronavale de Trelew ;
— la levée de secret pour les détenus de la prison de Trelew et le contrôle par les organismes indiqués des conditions de détention dans les prisons politiques argentines ;
— la sauvegarde de la vie et de l'intégrité physique de tous et de chacun des prisonniers politiques ;
— l'abrogation de la loi de censure qui interdit toute information sur le massacre, de même pour toute la législation répressive dans la mesure où elle constitue une nouvelle et flagrante violation des plus élémentaires de l'homme. »*

D.P.N. LES ELECTIONS SERONT LE REFLET DE LA VITALITE DU PARTI

La session de la Direction politique nationale (D.P.N.) du P.S.U., tenue le week-end dernier, s'est déroulée dans un climat de sérénité retrouvée. Les termes de la lettre de démission du parti envoyée par Jacques Piétri ont même permis qu'elle commence dans une atmosphère de franche bonne humeur (1).

L'essentiel des travaux de la D.P.N. a consisté dans la discussion des textes qui seront soumis aux militants pour préparer le Congrès de Toulouse (2-4 décembre prochain).

Le secrétariat de la commission programme mis en place au Conseil national de Juvisy avait préparé, et a soumis à la direction politique nationale, un projet de « manifeste ». Un certain nombre de modifications ont été apportées à ce texte samedi et dimanche.

D'autres le seront dans les jours qui viennent. Mais les militants du P.S.U. devraient être saisis du projet définitif d'ici le 10 octobre : cela devrait permettre de préparer le congrès dans de bonnes conditions. Le texte du manifeste sera évidemment diffusé en même temps à l'extérieur du parti, afin que le maximum de militants ouvriers que concerne le combat socialiste aient la possibilité d'en discuter largement. Puisque ce document n'est pas encore tout à fait au point, il est évidemment impossible d'en présenter le contenu. Indiquons

Solidarité de classe et présence révolutionnaire

La session de la D.P.N. a, par ailleurs, été consacrée à l'action politique du parti à court terme, notamment pendant la période électorale, à un moment où, comme le souligne la déclaration politique qui a été adoptée, « empêtrée dans les scandales, impuissante à freiner la hausse du coût de la vie et à faire la moindre concession sérieuse aux masses populaires, l'équipe dirigeante de la bourgeoisie sombre dans le discrédit. »

La déclaration rappelle également la position du P.S.U. par rapport à la stratégie d'union de la gauche et sur le deuxième tour des prochaines élections législatives :

« (...) Les partis socialiste et communiste, en réalisant l'union de la gauche, prétendent offrir une issue. En fait leur programme commun risque de se contenter d'ouvrir la voie à un capitalisme d'Etat. Il n'ouvre aucune perspective de transition vers le socialisme, c'est-à-dire à la prise en main par les travailleurs de la société tout entière.

C'est pourquoi le P.S.U. a refusé de s'associer à cet accord.

Mais le P.S.U. ne sous-estime nulle-

toutefois les « chapitres » que comprendra ce projet de manifeste, après une introduction politique générale. 1) Une analyse de la situation actuelle du capitalisme français et international, ainsi que des finalités de la croissance économique (« Produire, pourquoi? »). 2) Les bases sociales du mouvement révolutionnaire (« les luttes montrent la voie »). 3) La question du pouvoir d'Etat. 4) Vers quelle société? (Autogestion et plan, Pouvoir des travailleurs et rôle de l'Etat, Idéologie et révolution culturelle). 5) Notre orientation stratégique (les mots d'ordre de transition. Nos positions face à la stratégie réformiste et au programme commun P.C.-P.S.).

Par ailleurs, un groupe de militants — dont F. Dalbert et A. Behar se sont faits les porte-parole à la D.P.N. — présenteront aux militants un autre texte, intitulé « Vers le communisme », dont ils pensent qu'il a sa propre cohérence globale, et qui sera donc diffusé dans les mêmes conditions et les mêmes délais que le texte de la commission. Les propositions contenues dans ce document se regrouperont autour de quelques objectifs stratégiques : 1) Unité ouvrière, unité populaire. 2) Contre l'Etat de la bourgeoisie. 3) Pour la révolution communiste. 4) Pour un nouvel internationalisme. 5) Pour construire le parti révolutionnaire sur ces bases.

ment l'importance de l'Union de la Gauche. Son éventuel succès aggraverait les contradictions du capitalisme et donnerait aux travailleurs la conscience de leur force. A moins de capituler devant la réaction de la bourgeoisie comme ils ont toujours fait dans le passé, P.S. et P.C. seraient contraints de s'appuyer sur une mobilisation des masses populaires.

C'est pourquoi le P.S.U. se situe sans ambiguïté du côté des masses, dans le camp de la classe ouvrière. Il soutiendra toute mesure d'un éventuel gouvernement de gauche qui viserait à affaiblir réellement le pouvoir de la bourgeoisie et à renforcer le pouvoir des travailleurs. Au deuxième tour des élections, le seul choix possible sera souvent entre un candidat de droite (gaulliste ou réformateur) et un candidat de la gauche réformiste : le P.S.U. pratiquera un désistement de classe pour assurer la défaite du candidat réactionnaire. Les révolutionnaires ne convaincront pas les travailleurs du caractère illusoire des propositions réformistes seulement par des discours et des écrits, mais en agissant avec eux. (...) »

A propos de la participation du P.S.U. à la bataille électorale, F. Soulage a rappelé les discussions qu'ont eues, avec les autres organisations révolutionnaires, sur le mandat du Conseil national, des représentants du Bureau National.

On sait que le courant maoïste semble se désintéresser des élections, et que les organisations trotskystes n'ont donné aucun écho aux diverses propositions du P.S.U. concernant une stratégie politique commune, un programme minimum commun, des accords de désistement sur la base d'un mot d'ordre commun. Seule l'A.M.R. (Alliance Marxiste Révolutionnaire) a donné son accord. Le débat de la D.P.N. n'a pas révélé de divergences significatives à propos des élections.

A. Béhar a relevé tout à la fois le discrédit de l'institution parlementaire et le respect des masses populaires pour le vote, pour l'acte de délégation. Il a proposé que soient posés symboliquement des actes illégaux (présentation de la candidature d'un travailleur immigré) et demandé que les candidats du P.S.U. soient représentatifs des luttes. La déclaration adoptée par la D.P.N. a retenu ces propositions

La volonté d'autogestion

A. Garnier a demandé que l'on soit clair sur la dialectique qui existe entre les luttes sociales et la bataille électorale, et aussi que l'on mette l'accent sur l'analyse de la situation actuelle, caractérisée par une contradiction de plus en plus visible entre l'oppression du régime capitaliste et ses incroyables signes de fragilité. Il a souligné combien la dernière prise de position de la C.F.D.T. à propos du « programme commun » est plus positive qu'on aurait pu le craindre. C'est ce que, relève également la déclaration adoptée par la D.P.N., en relevant que la perspective « qui s'exprime aujourd'hui dans la volonté de l'autogestion de la production et de la société, le P.S.U. constate avec satisfaction que, plus ou moins clairement formulée, elle est aujourd'hui celle d'un large courant de la classe ouvrière, des paysans travailleurs et de la jeunesse. La prise de position de la C.F.D.T. en est un témoignage. »

Notons enfin que le texte adopté par la direction politique nationale précise les modalités pratiques de préparation de la bataille électorale du P.S.U. :

« Le P.S.U. participera aux élections, au premier tour, avec le souci :

— d'être, y compris sur ce terrain, l'expression politique des luttes ouvrières et paysannes ;

— d'opposer une alternative globale aux projets politiques de la bourgeoisie et des réformistes ;

et précise que « Les candidats révolutionnaires au premier tour ne seront pas des notables, mais des militants représentatifs de la lutte des travailleurs, y compris des minorités ethniques et des militants auxquels ne sont pas reconnus les droits politiques (immigrés ou emprisonnés). »

P. Simon a rappelé que la lutte électorale est l'une des composantes de la lutte de tout mouvement révolutionnaire. Il a souhaité également qu'il puisse être encore possible d'aboutir à une situation de non-agression avec Lutte Ouvrière (dans certains cas, pas de candidats P.S.U. et L.O. dans la même circonscription) et à la mise en avant d'axes communs avec les organisations du bloc trotskyste sur quelques thèmes essentiels — comme le contrôle ouvrier.

Y. Craipeau a souligné que du poids électoral qu'aura le parti (et le mouvement révolutionnaire) dépendra le poids qu'il aura ensuite dans les luttes. Il a rappelé que, avoir quelques élus, c'est important aussi, mais s'est interrogé sur le critère qui devait être celui du P.S.U. pour fixer le nombre de candidats à présenter.

— d'ouvrir les perspectives de la société socialiste à construire et de préciser les moyens d'y parvenir. (...) La D.P.N. appelle l'attention de l'ensemble du Parti pour que les élections ne soient pas le fait d'une mobilisation de quelques semaines, mais soit le reflet de la vitalité du mouvement lui-même.

Dans les prochaines semaines, les fédérations doivent délibérer sur leurs conditions d'intervention, choix des circonscriptions et choix des candidats, afin que notre intervention puisse être coordonnée et prendre réellement une dimension nationale.

La D.P.N. décide de constituer une commission nationale des investitures chargée de recenser et centraliser les candidatures pour en faire rapport au Congrès. Les candidatures proposées par les fédérations, seront examinées par la commission avant d'être publiées (2).

Le Congrès National ratifiera les candidatures déjà annoncées et mettra en place les structures nécessaires pour affronter les élections dans les meilleures conditions. »

Gilbert HERCET.

(1) J. Piétri avait réservé à la presse bourgeoise la primeur de cette lettre. Notre ancien camarade rejoint le PS, où seront sûrement appréciées ses qualités d'extrême réserve, dans les débats comme dans l'action.

(2) Membres de la commission : CHAPUIS, FRANCHON, GANCEL, SOULAGE, CONSTANTIN, T. CARETTE, JOECKER, BENEATEU, CRAIPEAU, M.-C. VAYSSADE, HEURTIN, GASS, RAVENEL.

les 28 et 29 octobre CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE

Pourquoi ?
Pour qui ?

De nombreux militants se demandent pourquoi réunir une conférence ouvrière. Evidemment c'est un peu nouveau dans le parti. Pour certains (Rouge de la semaine dernière) il s'agit d'un gadget. Il est vrai que si la Ligue pouvait s'en servir de tribune pour sa campagne électorale, il s'agirait d'un acte important du mouvement révolutionnaire... Pour d'autres c'est une nouvelle forme donnée à la conférence nationale entreprise.

En fait il s'agit pour nous d'appliquer une décision du parti (Conseil National de Juvisy) qui était ressentie comme une nécessité par de nombreux militants.

Des luttes nouvelles

Depuis juin 1971 des luttes ouvrières importantes se sont développées dans le pays (Renault Le Mans, Evian, Pennaroya, Joint Français, Nouvelles Galeries) même si les statistiques du ministère des Affaires sociales montrent que le nombre de journées de grève est moins élevé depuis un an. Ces luttes ont revêtu un caractère nouveau. Elles sont plus dures, plus longues que les mouvements habituels. Elles remettent en cause l'autorité patronale, la hiérarchie. Elles expriment la volonté de dignité des travailleurs, leur recherche d'existence, d'identité en tant que classe. Dans la plupart des cas ce sont les ouvriers qui, à la base ont décidé de leurs actions, dépassant le cadre habituel, mais ils ont subi la désapprobation de la C.G.T.

Les militants révolutionnaires sont apparus dans ces luttes, parfois dans les entreprises, souvent à l'extérieur dans les comités de soutien, dans la liaison avec les paysans, mais leurs divergences, la volonté de récupération de certains n'ont pas permis l'élargissement et la globalisation des luttes ouvrières.

Pourtant l'influence du mouvement révolutionnaire est importante. La manifestation Overney, la mobilisation de nos camarades bretons au moment du « Joint Français » ou pendant la grève du lait en sont une preuve.

C'est pourquoi le P.S.U. a estimé qu'il serait utile de rassembler les militants d'entreprise qui pensent que c'est à travers la lutte de classe et non pas la concertation avec le capi-

tal que les travailleurs trouveront des solutions à leur exploitation.

Une confrontation

La Conférence Nationale Ouvrière ne sera ni un congrès, ni un colloque, mais une confrontation des expériences de militants, sans chercher une fausse unanimité, mais en essayant de découvrir ensemble ce qui unit et ce qui divise les militants d'organisations différentes et les inorganisés.

Cette confrontation doit permettre de dégager des perspectives de lutte pour l'avenir, à la faveur d'une classification collective sur la base de l'expérience militante des groupes ouvriers. Elle doit permettre de faire des propositions crédibles à l'ensemble de la classe ouvrière, soumise dans cette période pré-électorale à la pression du réformisme.

Le P.C. et le P.S. vont tout mettre en œuvre pour mobiliser l'opinion publique et en particulier les travailleurs autour de leur programme commun de gouvernement. Leur objectif est à la fois de faire prendre en charge par la classe ouvrière leur perspective de gestion démocratique de la société capitaliste et de ne pas effrayer l'électeur petit-bourgeois.

Les révolutionnaires doivent offrir à l'ensemble des travailleurs un projet socialiste qui se forge dès maintenant à travers les luttes, c'est un des objectifs de la C.N.O.

L'organisation

A l'appel du P.S.U., Lutte Ouvrière, l'A.M.R. et les C.I.C. qui viennent de demander de participer à la C.N.O., ont constitué avec notre parti un collectif d'organisation qui se réunit tous les mardis soir rue Borromée.

La Conférence Ouvrière aura lieu les 27 et 28 Octobre à la Maison du Peuple de Clichy, dans la banlieue parisienne.

Il ne s'agit pas pour les sections et les groupes d'entreprise d'envoyer des délégués mandatés ou non, mais bien de faire participer des collectifs de militants engagés dans les luttes d'entreprises par discuter librement, confronter leurs expériences, et dégager des perspectives communes.

Les fédérations se regrouperont par région pour organiser des cars ou des moyens de transport collectifs. La Commission Nationale Entreprise réunie le 23 Septembre a mis sur pied l'organisation matérielle de cette mobilisation des militants ouvriers de

parti par la C.N.O. et communiquera rapidement les détails pratiques.

Il fait que dès maintenant les militants apportent leurs contributions écrites sur la base des cinq points à l'ordre du jour en fonction de leur pratique et de l'analyse des événements vécus, que tous se mettent au travail avec les travailleurs de leur boîte, organisés politiquement ou non qui se reconnaissent parmi ceux qui refusent la collaboration de classe et qui aspirent à une transformation radicale de la société.

Un succès

Bon courage. Faisons de cette conférence ouvrière un succès. Qu'elle nous permette une avancée sérieuse de notre intervention dans les entreprises. Qu'elle nous permette d'offrir un projet crédible aux aspirations de la classe ouvrière.

Le Secrétariat de la C.N.E. ■

Les cinq points

1. Analyse des composantes de la classe ouvrière, des contradictions internes qui la traversent (relation entre différentes catégories de salariés, relation travailleurs français-immigrés. Girosteel, Pennaroya, Joint français, Renault Le Mans 1971-1972).
2. Formes actuelles de l'organisation et exploitation du travail (restructuration, reconversions et leurs conséquences, sous-traitance, mensualisation, contrats à temps intérimaire, répression, etc.).
3. Conduite des luttes : leur unification et leurs élargissements (liaison interne, externe, comités de grève, comités de soutien, relation avec les organisations paysannes, revendications, mots d'ordre).
4. Lutte politique, lutte syndicale, rôle de la presse politique d'entreprise, démocratie syndicale.
5. Les perspectives socialistes dans les luttes ouvrières actuelles et l'intervention des révolutionnaires : problème du pouvoir ouvrier, du contrôle ouvrier, de l'autogestion, des comités de grève.

AUTOUR D'UN STAGE

Le danger, quand s'instaure une tradition, c'est que l'on risque de se complaire dans les bons souvenirs et d'oublier de tirer des bilans lucides.

Les stages d'été aux Guions dans les Hautes-Alpes, c'est déjà une tradition, avec son folklore et ses bonnes histoires. Ça n'est pas leur moindre intérêt. Il est important que des militants venus des quatre coins de la France apprennent pendant une semaine à se connaître et sachent aussi se détendre.

Sur ce plan, le stage de cette année est assez comparable à celui de l'an passé ; bien que l'absence des étudiants qui avaient leur propre stage et le nombre important de familles, aient contribué à modifier un peu la tonalité d'ensemble.

Des ombres

Mais nous devons savoir tirer le bilan et faire des comparaisons sans cacher les ombres du tableau. D'abord, alors que le premier stage, qui devait se tenir en juillet a dû être annulé, le nombre des stagiaires (soixante) était en régression sur celui de l'an passé (quatre vingts aux Guions plus cinquante à Orléans en juillet). Surtout, le nombre des fédérations représentées est en sensible régression (24 contre 40).

C'est que l'essentiel des effectifs a été fourni par quelques grosses fédérations (Haute-Normandie : 9 ; Nord : 8 ; Rhône : 6 ; région parisienne : 7...).

Peut-être la publicité troublée par le Conseil de Juvisy n'a-t-elle pas été suffisamment puissante. Mais il faut cependant rappeler que l'annonce des stages, faite dès octobre 1971, avait été renouvelée dans deux directives au cours de l'année.

Autre point d'ombre : la régression de la part des ouvriers, employés et techniciens qui représentent un tiers des effectifs alors qu'ils l'emportaient largement l'an passé.

En dépit de ces carences qu'il faudra redresser, l'aspect le plus positif du stage réside sans aucun doute dans le fait que, quelles que soient les positions des participants, la méthode retenue a permis de susciter un véritable débat politique sur les vrais problèmes que se posent les militants. La méthode pédagogique retenue, qui faisait une part plus grande encore que l'an passé au travail de groupe, y est sans doute pour beaucoup. Mais le fait qu'un grand nombre de participants exerçait effectivement des responsabilités militantes a été déterminant.

Et des lumières

Les résultats auraient pu être sensiblement améliorés par une préparation plus poussée, particulièrement en ce qui concerne les travaux pratiques (prise de parole, rédaction de tracts et d'affiches...) mais l'essentiel en définitive c'est que des camarades qui s'étaient durement affrontés dans les batailles des mois précédents aient pu confronter leurs réflexions et surtout leurs pratiques.

sur le front des luttes

LES DEMOISELLES DES MAGASINS

Au Bon Marché, le 8 septembre, 70 des 2.000 employés se sont mis en grève : riposte aux mesures de licenciements (300 travailleurs, dont 50 du service technique sur 78), annoncées par la bande aux Willot. Malgré les tentatives d'intimidation, malgré la répression patronale, malgré la division du personnel du fait de l'organisation du travail. Sentant la combativité des grévistes, les deux syndicats majoritaires — C.G.T. et C.F.T.C. — ont mené la grève, puis ont négocié ce qu'ils ont appelé « une première

victoire » : une suspension provisoire des licenciements — sans garantie écrite. Le travail reprenait aussitôt, sans vote préalable des travailleurs.

Cette « victoire » n'en est pas une. C'est ce que le groupe PSU devait expliquer dès le lendemain par une distribution de tracts. A suivre.

A suivre aussi la situation aux Nouvelles Galeries de St-Etienne. Témoin ce tract, où la CFDT étale le chiffre d'affaires du magasin — en augmentation de 12,5 % en 71 — en rappelant que les effectifs à temps complet ont diminué de 29 personnes, remplacées par 6 auxiliaires. Par mesure d'économie.

● Au plan national aussi, d'ailleurs, les Nouvelles Galeries méritent d'être surveillées de près : 1.400 emplois supprimés. Augmentation moyenne des salaires de 6,9 % pour le personnel gagnant moins de 1.000 F — 6,2 % pour les autres.

Seuls les 10 plus gros salaires de la société n'ont eu droit qu'à 4,6 %. Mais 4,6 %, cela veut dire, pour eux, 842 F d'augmentation mensuelle — le salaire d'une vendeuse...

La moyenne de ces 10 plus gros salaires est de 19.000 F par tête et par mois : l'équivalent de ce que gagnent 20 vendeuses qualifiées après 5 ans de présence... Il se pourrait bien qu'elles se fâchent, les demoiselles !...

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

**T.S. est un instrument
indispensable.**

Vous en êtes convaincus.

Prouvez-le !

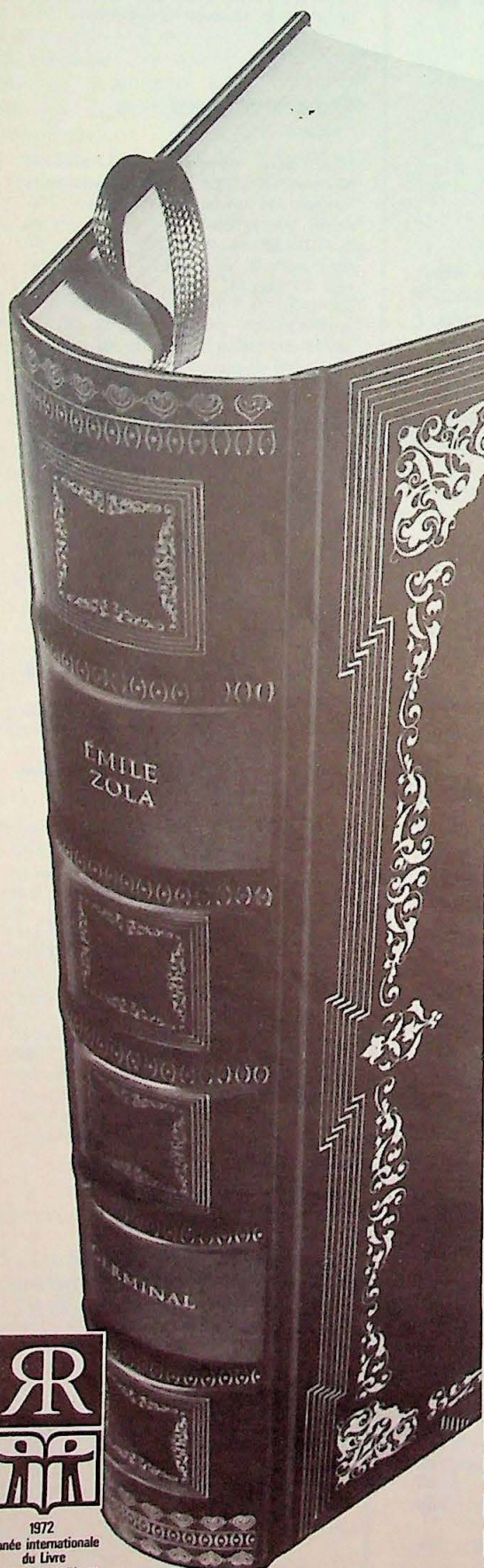
**Un nouvel abonné
par militant !**

GRATUIT

et sans aucune obligation d'achat ultérieur,
GERMINAL, d'Emile Zola

La Communauté culturelle Rencontre vous prie d'accepter, sans crainte ni scrupule, ce magnifique volume en cadeau et vous offre en lecture gratuite «La Fortune des Rougon».

Pourquoi ce cadeau ? Parce que nous nous plaisons à croire que vous ne faites pas partie de ces snobs qui collectionnent des reliures dorées pour se donner l'air cultivé. Vous aimez les livres pour le message qu'ils apportent. Notre cadeau doit vous permettre de découvrir sans frais si le message fraternel de Zola vous dit quelque chose ou ne vous dit rien. Oui, bien sûr, nous souhaitons que «Germinal» et «La Fortune des Rougon» vous donneront envie d'acheter chez nous d'autres ouvrages du même auteur, mais nous sommes une communauté culturelle, nous ne tenons pas à vous vendre à tout prix des livres qui ne vous diraient rien, que vous n'ouvririez pas. Voilà pourquoi notre cadeau et notre offre de lecture gratuite ne comportent aucune obligation d'achat ultérieur, ainsi qu'en témoigne le texte parfaitement clair du bon ci-dessous.



BON-CADEAU sans équivoque

à retourner à la Communauté culturelle Rencontre,
4, rue Madame, 75280 PARIS CEDEX 06.

J'accepte de recevoir en cadeau «GERMINAL» et en lecture gratuite «La Fortune des Rougon», sans pour autant me sentir obligé d'acheter ce deuxième ouvrage ni aucun autre.

Je conçois que vous me faites ce cadeau dans l'espoir de me tenter, mais, en l'acceptant, j'entends bien demeurer entièrement libre. Aussi, je ne vous autorise à me réserver qu'à titre purement provisoire vos autres romans de Zola. J'attends d'avoir reçu votre envoi pour prendre une décision, que je vous ferai connaître comme suit :

● Si je n'entends pas profiter par la suite de votre réservation provisoire, je vous retournerai «La Fortune des Rougon» dans les dix jours après réception et vous n'insisterez pas. Je conserverai néanmoins «Germinal» à titre absolument gratuit.

● En revanche, si je conserve les deux volumes, vous pourrez interpréter mon silence comme un désir de recevoir d'autres œuvres de Zola au rythme de perception approximatif d'un volume par mois. Je bénéficierai alors, pour chacun des ouvrages que j'accepterai de recevoir, du prix de souscription particulièrement avantageux de 21.80 F par volume (+ frais d'envoi, 2.30 F) payable après réception seulement.

Je prends note que la collection complète comporte 24 volumes, mais je me réserve le droit de vous prier en tout temps de cesser vos envois sur simple préavis écrit. Encore une fois, je ne m'engage à aucun achat et je réserve ma décision, mais, quelle qu'elle soit, je conserverai «Germinal» en cadeau, à titre absolument gratuit.

M./Mme/Mlle (souligner s.v.p.)

Emile Zola ©

Nom: _____

Prénom: _____

Rue: _____

No: _____

Localité: _____

Dpt/No postal/Prov.: _____

Si déjà membre, No d'abonné: _____

Signature: _____

227

Belgique: 4, rue du Lombard, Bruxelles 1 (le vol. 191 Fr. + frais d'envoi, 16 Fr.)
Suisse: 29, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne (le vol. Fr. 16.50 + frais d'envoi, Fr. 1.20)

P.S.U. documentation

Numéros disponibles :

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.

N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.

N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats ».

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.

N° 29-30 - Nationalisation et révolution.

N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi.

N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Le numéro triple 3 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F.

à - TRIBUNE SOCIALISTE -

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal

C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Paiement à la commande
Par chèque bancaire ou postal
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Critique Socialiste

Le prochain numéro sort mi-octobre. Il sera l'instrument indispensable pour une préparation du Congrès de décembre et la propagande du parti.

Au sommaire :

- Alan Beneteau :
Les bases sociales du mouvement révolutionnaire.
- Serge Mallet :
Sur le prolétariat.
- François Soulage :
Produire pourquoi ?
- Roland David :
Les crises d'identité collectives.
- Robert Chapuis :
Le pouvoir aux travailleurs : quel pouvoir ?
- Christian Lacroix et Bernard Salgues :
Sur l'aménagement du territoire.
- Brachet, Legarrec, Constantin :
Pour un débat sur l'autogestion.

Théâtre National de l'Est Parisien
direction : Guy Rétoré
17, rue Malte-Brun, 20^e - 636-79-06
métro : Gambetta

jusqu'au 1^{er} octobre
EXPOSITION
« AU SPECTACLE »
de Daumier à Picasso

LA REVOLUTION DOIT S'ARRETER A LA PERFECTION DU BONHEUR

W.R. OU LES MYSTERES DE L'ORGANISME
film yougoslave de Dusan Makavejev. (Lux. 3)

Eclaircira-t-on un jour le mystère par lequel ce film a atterri au rayon des « comédies dramatiques » dans les rubriques cinéma des journaux ? Car **W.R.**, qui nous vient (un de plus) des pays de l'Est et, en l'occurrence, de Yougoslavie, nous parle des rapports entre le pouvoir et le bonheur, ou plus largement entre la politique et la sexualité.

Un film qui n'y va pas par quatre chemins : un vrai coup de poing dans la gueule. Mais ça peut parfois faire du bien.

le plan du plaisir. Tout un programme.

Cette ouverture, hommage et témoignage à la fois, souligne assez les perspectives du film.

Ce dont nous parle **Les mystères de l'organisme**, ce sont les rapports entre comportements politiques et comportements idéologiques, les transferts de valeur du pouvoir politique au pouvoir sexuel (le fameux « charisme » des leaders que le film évoque pour Hitler, Staline ou Mao en des superposés saisissants...), le tout appuyé sur les analyses de la **psychologie de masse du fascisme**. Nous en parle ? nous le montre plutôt, car (c'est tout à la fois la force et la faiblesse de **W.R.**) jamais l'image ne sert d'image, elle est le discours,

et c'est le texte — citations surtout — qui sert d'illustration aux images.

Ambiguïtés

D'où l'impact prodigieux et la gêne en même temps qu'occasionne ce film — sans parler des multiples ambiguïtés politiques qu'il véhicule. L'auteur ne prend rien de particulier en compte (imposer son discours, ne serait-ce pas violer le spectateur comme le leader vide les masses de son pouvoir et de son Verbe ?), mais les citations, parfois contradictoires, peuvent parfois discréditer certains propos.

Si on le suit sans difficultés quand il évoque le dramatique échec des pays se réclamant du socialisme sur le

plan de la libération idéologique (ces militants qui aiment l'Humanité avec un H mais sont incapables d'aimer une personne de chair et de désir), ou quand il identifie la volonté de tuer du soldat américain à un désir sexuel, on peut être plus réservé quand il fait, un peu à la façon des situationnistes, de l'action politique un dérivatif à des impuissances en d'autres domaines...

Malgré des faiblesses, des incertitudes, ce film apparaît unique à la fois dans son propos et dans sa technique narrative, aucun des problèmes qu'il pose ne peut être éludé par ceux qui croient que « la révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur ».

Thierry MORUS ■

Plusieurs langages

W.R. parle plusieurs langages, celui du documentaire, du reportage, de la fiction, évoque plusieurs univers, le passé, le présent, l'irréel, mondes entre lesquels le seul fil conducteur (qui ne réussit pas toujours à être un lien) est constitué de citations de Wilhelm Reich. Les premières images sont empruntées à un film d'éducation sexuelle de l'Institut Sexpol, créé à Berlin vers 1931 par Reich et des médecins du P.C. allemand, pour combattre l'aliénation sexuelle que fait peser sur les travailleurs l'idéologie bourgeoise et lier l'émancipation politique du prolétariat à son émancipation sur



Mais les personnes de chair et de désir ?

télévision

Au passé, au présent

Une des premières promesses d'Arthur Conte, comme pour se faire excuser de sa mainmise sur l'ORTF au nom de l'UDR, était la programmation du film **Le Chagrin et la Pitié** : on attend toujours. La seconde était la rediffusion d'une des grandes dramatiques de la série « La caméra explore le temps » : **La Terre et la Vertu**. Ces deux épisodes (22 août et 16 septembre) nous ont rappelé ce que pouvait être une télévision intelligente : soucieuse d'éducation et non d'abrutissement populaire. Face à l'actuelle politique en matière de « Culture » qui consiste à prévoir des jeux pour les masses et quelques émissions plus ou moins

« savantes », propres à faire mousser les intellectuels, cette brusque remise en lumière du prodigieux pouvoir d'instruire que peut avoir une télévision utilisée à cette fin ne peut que nous rendre plus exigeants à l'avenir.

Ceci dit, il ne faut prendre de pareilles émissions que pour ce qu'elles sont : ni des cours d'agrégation, ni des débats d'université populaire... L'histoire y est fortement dramatisée — mais pourquoi pas ? L'accent mis davantage sur les passions des individus que sur les véritables intérêts qui sont les moteurs de l'Histoire, c'est vrai. Le peuple y est toujours mentionné, pris à

témoin, invoqué, jamais vu, jamais acteur, c'est vrai aussi : mais en 1793-94, n'était-il pas davantage l'enjeu du débat entre les groupes rivaux de la bourgeoisie, la masse de manœuvre de leurs affrontements que le vrai maître du cours des choses ? Sans se démarquer d'une conception traditionnelle de l'Histoire (mais il ne faut pas attendre de l'ORTF l'impossible), il faut rendre à cette émission le grand hommage de n'avoir jamais escamoté le débat d'idées, d'avoir même su le rendre intelligible, vivant... La terre et/ou la vertu ? Mettre un frein au processus révolutionnaire, n'est-ce pas le condamner ? La c'éminence, la modération, est-ce toujours l'alibi des

carriéristes et des corrompus ? La révolution a-t-elle le droit d'utiliser tous les moyens ? Quoi donc dans cet affrontement des personnes, et par-delà les personnes, des intérêts, pouvait nous laisser indifférents ? Et comme ces mots de « vertu », « corruption », « moralité » prenaient un son étrange avant un bulletin d'information où l'on nous parlait d'un certain M. Aranda !

Il est à faire en sorte que cette rediffusion ne soit pas seulement un rappel du passé, mais un gage pour l'avenir. Votre avis, Monsieur Conte ?

T.M.

REGARDS POLITIQUES

(Il n'y a pas que les films classés « politiques » dans les rubriques spécialisées qui le soient. Tous le sont plus ou moins. Nous recensons ici quelques titres dont le contenu ou la facture sont particulièrement propices à la réflexion militante. Ce choix n'implique aucune recommandation, aucune approbation particulière. Comme de surcroît il ne s'agit pas d'une chronique « parisienne », nous rappelons des titres même un peu anciens et nous n'indiquerons pas de salles.)

Films nouveaux

■ **AUX URNES, CITOYENS**, Fr., de Edouard Bobrowski, avec Guy Molet et Francis Jacquemont - Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf TS 546).

■ **LA FAMILLE HOMOLKA**, Tch., - L'approbation collective des moyens de production et d'échanges assure-t-elle le bonheur, quand la « famille reste la base de l'Etat » ? (Cf TS 546).

■ **W.R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME**, Youg. - Dans TS cette semaine.

■ **LA VALLEE**, All., de Barbet Schroeder, avec Bulle Ogier, Michael Gothard - Le retour à la nature, paradis artificiel ? Les Occidentaux peuvent-ils le pratiquer autrement qu'en touristes ?

■ **THE CANDIDATE - VOTEZ MCKAY**, Amér., avec Robert Redford - Comment on « vend » du sénateur de Californie. Evoque un peu la campagne de McGovern...

Films récents

■ **ORANGE MECANIQUE**, Angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ **L'AFFAIRE MATTEI**, Ital., avec Gian-Maria Volonte - Jusqu'où un haut fonctionnaire peut-il aller contre les intérêts du grand capital ?

■ **FELLINI - ROMA**, Ital., de Fellini - La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

■ **TOUT LE MONDE IL EST BEAU, TOUT LE MONDE IL EST GENTIL**, Fr., de Jean Yanne - Si le ridicule pouvait tuer Radio-Intox...

■ **LE CHAGRIN ET LA PITIE**, Fr., de Marcel Ophüls - Arthur Conte osera-t-il détruire l'image que se font bien des Français de « leur » Résistance ?

■ **LES CAMISARDS**, Fr., de René Allio, avec Rufus - Dans les Cévennes, les protestants se révoltent contre l'alliance du trône et de l'autel.

■ **LITTLE BIG MAN**, Amér., avec Dustin Hoffmann - Le retour du Peau-Rouge, qui pour une fois, n'a pas le rôle du « méchant ». Vers une nouvelle idéologie américaine ?

Films anciens

■ **LES DIABLES**, Angl. - La liberté de conscience va parfois avec la liberté politique.

■ **L'ALBATROS**, Fr., de Jean-Pierre Mocky - Les copains, les coquins.

■ **LE DICTATEUR**, Amér., de Charlie Chaplin - Charlot contre Adolf Hitler en particulier et tous les dictateurs en général : l'image américaine de la « démocratie ».

SOUS LE PONT DE NEUILLY

Serge MALLET

AU retour d'un voyage à l'étranger, j'apprends par la presse les attaques en diffamation dont je suis l'objet de la part de M. Achille Peretti. N'ayant encore reçu aucune information de source policière ou judiciaire au sujet des dites plaintes, je pense qu'il coulera de l'eau sous le pont de Neuilly avant qu'on en arrive à la procédure...

L'opinion publique ne manquera pas de s'étonner de l'étrange lenteur avec laquelle le président de l'Assemblée nationale défend « son honneur » : une citation directe en diffamation calomnieuse lui aurait permis de « confondre » ses accusateurs dans un délai ne dépassant pas un mois — c'est-à-dire bien avant les vacances. Elle constatera aussi que c'est au lendemain de l'entrevue « amicale et confiante » qu'il a eue avec le Premier ministre qu'il a annoncé le dépôt de ses plaintes.

La Défense et son environnement

Je me réjouis cependant, si tard que ce soit, de cette occasion d'exposer devant la justice certains éléments du dossier constitué par le Comité anti-mafia sur « La Défense » et son « environnement » politico-gangstero-financier.

Avant d'aborder ces affaires proprement dites, je tiens ici à rétablir un certain nombre de faits concernant la nature du Comité anti-mafia : celui-ci s'est constitué au lendemain de la plainte déposée contre le mensuel « L'Idiot International » par M. Charles Ceccaldi-Raynaud, maire de Puteaux. Il nous avait en effet semblé scandaleux qu'alors que la fusillade de Puteaux, qui avait fait un mort et de nombreux blessés par balles chez les adversaires de M. Ceccaldi-Raynaud, n'était toujours pas jugée, un journal soit poursuivi pour avoir évoqué ces faits sans avoir la possibilité de se défendre, la « preuve des faits » ne pouvant être évoquée sans porter atteinte au secret de l'instruction en cours.

Mais de cette première démarche en est née une seconde : celle de chercher à comprendre les étranges rapports qui semblaient lier des personnages aussi différents que les proxénètes notoires utilisés par le maire de Puteaux, des hommes politiques influents et d'austères grands banquiers appartenant aux vieilles dynasties bourgeoises.

Je tiens à préciser d'autre part que le Comité anti-mafia n'a aucune part dans le texte anonyme diffusé à Neuilly sous le titre « Justice et Vérité » et qui fait l'objet de la troisième plainte déposée par M. Peretti : le Comité anti-mafia a toujours signé ses textes.

Mais quiconque connaît l'atmosphère ambiante dans la circonscription électorale de M. Peretti — et les journalistes de tous bords qui ont cherché à enquêter la connaissent particulièrement — ne peut s'étonner de ce que la diffusion de certaines informations y prenne cette forme clandestine. Si, depuis nos interventions, les bouches commencent à s'ouvrir, ce n'est pas au point de risquer les licenciements, les expulsions, les tracasseries administratives et policières, voire les risques physiques qu'entraîne automatiquement toute opposition ouverte au groupe Peretti - Ceccaldi-Raynaud.

Je tiens enfin, à titre personnel, à préciser un dernier point : M. Peretti est corse, M. Ceccaldi-Raynaud est corse, la majorité des hommes de main, proxénètes et agents électoraux qu'ils utilisent le sont aussi — c'est un fait. Les pseudo-solidarités insulaires servent à couvrir les liaisons permanentes des grands caïds du milieu et leurs protecteurs et utilisateurs politiques — c'est un autre fait, que M. Poniatowski a eu raison de souligner.

Vieilles dynasties

Mais les principaux bénéficiaires de ces « liaisons dangereuses », en particulier les financiers qui se servent des uns et des autres, appartiennent, eux, bel et bien aux bonnes vieilles dynasties de la France bourgeoise.

De nombreux Corses ont été, depuis le XIX^e siècle, les mercenaires légaux ou illégaux du capitalisme français. De Carbone à Jo Attia, la liste n'en est pas close.

Je n'hésite pas à dire que la principale responsabilité de cette situation incombe à l'Etat français lui-même, à cet Etat qui n'a jamais voulu reconnaître le droit à l'existence des peuples que la France a conquis ni n'a voulu les intégrer pleinement à la nation française.

Mais les derniers à pouvoir venger l'« honneur de la Corse » sont précisément les tenants de cette petite

minorité de « Corses intégrés » au système et qui participent à l'exploitation de leur propre pays : M. Ceccaldi-Raynaud qui vit à Puteaux toute l'année s'est vu concéder par la SOMIVAC une grande propriété dans l'île et les prêts du Crédit Agricole lui permettant de l'aménager, alors que ces lots et ces prêts sont refusés aux petits paysans de l'île qui n'ont alors d'autre issue que de « passer la mer » et de se faire, s'ils le peuvent, gendarmes ou gardiens de prison (par protection) et, s'ils ne le peuvent pas, nervis (également par protection et souvent des mêmes).

En dénonçant la mafia, nous rendons service au peuple corse.

Les faits

Pour en arriver aux faits évoqués par les plaintes de M. Peretti — et sur lesquels il reste étrangement silencieux, rappelons que :

1. Nous avons évoqué l'existence du plan d'urbanisme de 1951 qui réservait IMPÉRATIVEMENT l'avenue de Neuilly et le secteur périphérique à l'« habitation et au commerce » et qu'en dépit de ces règlements d'urbanisme, le maire de Neuilly avait favorisé la transformation de nombreux immeubles de l'avenue en locaux réservés exclusivement à des bureaux de grande société n'ayant aucun lien avec la vie de la population.

2. Nous avons établi qu'une partie de ces immeubles a été achetée, il y a quelques années, dans des conditions particulièrement avantageuses — grâce à l'existence du plan d'urbanisme — par des « hommes d'affaires » au passé douteux, liés de très près au maire de Neuilly, voire à la mairie elle-même, dont les moyens d'existence antérieurs ne permettraient pas la réalisation de telles opérations et qui les ont revendus (ou sont en train de les revendre) très cher, en profitant d'abord des dérogations, puis de la transformation du plan d'urbanisme en Plan d'Occupation des Sols (selon la loi foncière du 30-1-67), approuvées seulement il y a quelques mois pour la seule ville de Neuilly — contrairement au plan d'urbanisme, le P.O.S. n'a que des effets « indicatifs ».

3. Nous avons dénoncé les procédés scandaleux utilisés par les hommes

de main de ces affairistes pour chasser les occupants des immeubles voués à la démolition, allant du chantage le plus odieux à la mise en danger des habitants par l'obstruction des issues des immeubles et le refus opposé par les services municipaux de prendre en considération les plaintes de ces citoyens.

4. Nous avons mis en cause, au-delà, l'ensemble des opérations qui ont permis à M. Peretti d'imposer M. Ceccaldi-Raynaud à la mairie de Puteaux et au conseil de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense, et évoqué les avantages immédiatement accordés par celui-ci, dans la zone périphérique de Puteaux, à des promoteurs financés par un groupe bancaire important très lié au maire de Neuilly.

5. Nous nous sommes étonnés de la corrélation existant dans le temps entre

a) la vente effectuée par M. Ceccaldi-Raynaud des « terrains les plus beaux » de la Défense à l'E.P.A.D. ;

b) les dérogations accordées par M. Chalandon autorisant le doublement des coefficients d'utilisation du sol dans cette zone et précisément pour ces terrains ;

c) le fait que le droit à construire ait été accordé pour ces terrains à un groupe immobilier qui réunit le groupe financier cité plus haut et le groupe bancaire dirigé quelques mois auparavant encore par le ministre de l'Équipement qui a accordé la dérogation.

Mais nous ne faisons que commencer à y voir clair...

Le « national affairisme »

En attendant, et au moment où les plus hautes autorités de l'Etat semblent s'émouvoir des opérations d'urbanisme faites dans cette région et parlent de ramener (comment ?) les ambitions des constructeurs aux projets initiaux, nous constatons que l'intervention du Comité anti-mafia, si elle n'a pas, hélas, réussi à empêcher l'éviction de la population laborieuse de Puteaux et de Neuilly, a du moins permis de briser le mur du silence et de faire prendre conscience à l'opinion publique des conséquences du « national-affairisme ».

Serge MALLET